

RAPPORT FINANCIER

<input checked="" type="checkbox"/> Comptes consolidés	56
Rapport de gestion	57
Comptes	62
Notes sur les comptes consolidés	67
Rapport des Commissaires aux comptes	91
<input checked="" type="checkbox"/> Comptes Sociaux	92
Rapport de gestion	92
Comptes	96
Notes sur les comptes sociaux	100
Rapports des Commissaires aux comptes	108
Résolutions	110
<input checked="" type="checkbox"/> Renseignements de caractère général	112
Renseignements juridiques	112
Renseignements sur le capital	114
Informations boursières	117
Gouvernement d'entreprise	118
<input checked="" type="checkbox"/> Données financières	120
<input checked="" type="checkbox"/> Parc de magasins et statistiques commerciales	121
<input checked="" type="checkbox"/> Responsables du document de référence	127
<input checked="" type="checkbox"/> Tableau de concordance	128
<input checked="" type="checkbox"/> Adresses des principales filiales	129

RAPPORT DE GESTION

Dans les pages qui suivent, le Rapport Financier de Carrefour présente les résultats du Groupe sur les trois exercices 2000, 2001 et 2002. Il se décompose comme suit :

- **le rapport de gestion du Groupe** présente l'activité et les principaux résultats en 2002, pour le Groupe dans son ensemble et pour chacune de ses grandes zones d'opération : France, Europe hors France, Amérique latine et Asie. Il se termine par un point sur l'évolution récente et les objectifs 2003 pour le Groupe, comme présentés lors de la publication des résultats consolidés le 5 mars 2003 ;
- **les comptes consolidés et les notes sur les comptes consolidés** présentent l'ensemble des états de synthèse et commentaires sur la situation financière du Groupe, regroupant la maison mère et ses filiales ;
- **les comptes sociaux et les notes sur les comptes sociaux** présentent l'ensemble des états de synthèse et commentaires sur la situation financière de la société mère Carrefour SA ;
- **le rapport de gestion** arrêté par le Conseil d'Administration du 4 mars 2003 ;
- le texte du **projet des résolutions** qui seront soumises à l'approbation des actionnaires, lors de l'Assemblée Générale du 15 avril 2003 ;

- **les renseignements de caractère général** donnent des informations juridiques sur la société et sur le fonctionnement des Assemblées Générales ainsi qu'un point complet sur le capital, son évolution et sa répartition. Un chapitre est dédié au Gouvernement d'Entreprise, notamment au fonctionnement du Conseil d'Administration et des Comités (orientation stratégique, audit, rémunérations) ;

- enfin **les données financières et statistiques commerciales** reprennent sur dix ans l'évolution des principaux ratios financiers du Groupe, l'évolution pour chaque pays du parc de magasins intégrés et diverses statistiques notamment sur les surfaces de ventes et le parc de magasins sous enseignes.

Suivant les recommandations de la Commission des Opérations de Bourse – notamment dans son *Bulletin Mensuel* de janvier 2003 – et l'évolution prévisible des normes comptables, le Groupe a renforcé dans sa présentation des comptes l'information sur certains postes :

- le détail des variations des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- les rémunérations des Commissaires aux comptes ;
- la gestion des risques liés à l'endettement ;
- les engagements hors bilan.

Activité – Résultats

Le Groupe a atteint ou dépassé en 2002 l'ensemble des objectifs qu'il s'était fixé en début d'exercice, notamment sur la marge d'exploitation de 4,4 % en 2002 (contre un objectif de 4,3 % à 4,4 %), la couverture des frais financiers par le résultat opérationnel (de 7.0x en 2001 à 8.9x en 2002, contre un objectif de plus de 8.0x) ou la progression du résultat par action de 15,1 % en 2002 (contre un objectif de 10 % à 15 %).

Ces résultats reflètent une bonne exécution des priorités de l'année :

- l'amélioration du chiffre d'affaires à taux de change constants ;
- l'optimisation des coûts de distribution ;
- et la maîtrise des capitaux employés.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les ventes hors taxes s'élèvent à 68 729 millions d'euros, en baisse de 1,1 % par rapport au chiffre d'affaires 2001. À taux de change constants par rapport à 2001, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires en croissance de 4,6 %. Les principaux écarts de changes proviennent de la zone Amérique latine, affectée par la dévaluation des monnaies argentine et brésilienne, l'affaiblissement des monnaies asiatiques en fin d'année et l'évolution de la parité euro/dollar.

Répartition du chiffre d'affaires HT par activité

en %	2002	2001	2000
Hypermarchés	59	59	60
Supermarchés	18	20	20
Maxidiscomptes	8	7	7
Autres	15	14	13
Total	100	100	100

Répartition du chiffre d'affaires HT par zone géographique

en %	2002	2001	2000
France	51	49	52
Europe	34	32	27
Amériques	8	12	15
Asie	7	7	6
Total	100	100	100

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 4 675 millions d'euros et représente 6,8 % du chiffre d'affaires contre 6,5 % en 2001. Il progresse de 3,3 % par rapport à 2001.

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Les amortissements et provisions sont de 1 650 millions d'euros. Ils sont stables en pourcentage du chiffre d'affaires, à 2,4 %, reflétant une bonne maîtrise des investissements du Groupe.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS DES SURVALEURS

Le résultat d'exploitation avant amortissements des survaleurs est de 3 025 millions d'euros, en croissance de 7,1 % par rapport à 2001. La marge d'exploitation (résultat d'exploitation/chiffre d'affaires) atteint ainsi 4,4 %, soit le haut de la fourchette des prévisions de début 2002.

Répartition du résultat d'exploitation par zone géographique

en %	2002	2001	2000
France	68	67	64
Europe	26	26	23
Amériques	1	2	9
Asie	5	5	4
Total	100	100	100

Marge d'exploitation par zone géographique

en %	2002	2001	2000
France	5,9	5,5	5,2
Europe	3,4	3,3	3,7
Amériques	0,4	0,6	2,5
Asie	3,0	2,9	2,5
Total	4,4	4,1	4,2

RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est une charge de 527 millions d'euros, en baisse de 18,5 % par rapport à 2001 et représente 0,8 % du chiffre d'affaires 2002. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêt moyens de 5,05 % en 2001 à 4,38 % en 2002 ; elle reflète la politique prudente du Groupe dans sa politique de financement et permet une amélioration de la couverture des frais financiers par le résultat opérationnel : celle-ci atteint 8,9 x contre 7,0 x en 2001. Le ratio résultat d'exploitation/résultat financier atteint 5,7 x en 2002 contre 4,4 x en 2001.

IMPÔTS

La charge effective d'impôt est de 736 millions d'euros en 2002. Celle-ci représente 29,6 % du résultat avant impôts et amortissement des survaleurs contre 26,9 % en 2001. Cette hausse provient essentiellement des progressions des taux effectifs en Espagne et en Italie.

MISES EN ÉQUIVALENCE

Les résultats des mises en équivalence se montent à 107 millions d'euros, contre 127 millions d'euros en 2001. Cette baisse provient principalement de la déconsolidation des participations cédées en 2001 : Metro France, Cora et Picard Surgelés.

RÉSULTAT NET COURANT

Il s'établit à 1 869 millions d'euros, en progression de 8,6 % par rapport au résultat net courant 2001.

INTÉRÊTS MINORITAIRES

La quote-part des intérêts minoritaires dans le résultat passe de 8,5 % en 2001, à 9,1 % en 2002. Comme en 2001, cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des résultats dans les sociétés détenues conjointement avec des minoritaires.

RÉSULTAT NET COURANT – PART DU GROUPE

Le résultat net courant – part du Groupe s'élève à 1 699 millions d'euros, en progression de 7,8 % par rapport au résultat net courant 2001.

RÉSULTAT NET COURANT – PART DU GROUPE APRÈS AMORTISSEMENT DES SURVALEURS

Le résultat net courant – part du Groupe après amortissement des survaleurs s'élève à 1 389 millions d'euros, en progression de 15,1 % par rapport au résultat net courant 2001. Le Groupe a ainsi dépassé son objectif initial d'une croissance de 10 % à 15 %.

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel est une charge de 20,4 millions d'euros. Il comprend :

- des plus-values de cessions de titres (essentiellement Petsmart et Dick's Clothing) pour 42,9 millions d'euros ;
- des plus-values de cessions de galeries marchandes pour 114 millions d'euros ;
- des coûts de passage à l'euro pour 31,5 millions d'euros ;

- des moins-values sur les actions d'autocontrôle utilisées dans le cadre de l'Offre Publique d'Échange initiée sur les titres Centros Comerciales Carrefour (Espagne) pour 27,5 millions d'euros ;
- des coûts de restructurations et fermetures de sites pour 46 millions d'euros (fermeture au Brésil de 16 supermarchés, au Mexique d'un hypermarché, en Turquie d'un hypermarché) ;
- de risques sur actifs d'exploitation et incorporels pour 46,1 millions d'euros (dont 43 millions d'euros sur des terrains en Pologne) ;
- d'autres éléments pour une charge nette de 26,2 millions d'euros.

AUTOFINANCEMENT ET INVESTISSEMENTS

L'autofinancement s'établit à 3 026 millions d'euros, en progression de 12,1 % par rapport à 2001. Il représente 33,5 % de l'endettement net 2002. Les investissements nets de l'année s'élèvent à 2 055 millions d'euros. Les investissements corporels et incorporels de Carrefour se sont élevés à 2 423 millions d'euros. Les investissements financiers représentent pour 2002, 582 millions d'euros. Les désinvestissements ayant impacté la trésorerie en 2002 se montent à 950 millions d'euros.

SITUATION NETTE APRÈS RÉPARTITION

Celle-ci s'élève à 7 046 millions d'euros au 31 décembre 2002 contre 8 192 millions d'euros l'année précédente et est principalement affectée par la variation de l'écart de conversion. Cette dernière atteint 1 888 millions d'euros dont 1 630 millions d'euros provenant de la dévaluation des monnaies d'Amérique latine.

ENDETTEMENT NET

L'endettement net du Groupe est passé de 8 674 millions d'euros à fin 2001 à 9 021 millions d'euros à fin 2002. Retraité des titres d'autocontrôle utilisés dans le cadre de l'Offre Publique d'Échange initiée sur les titres Centros Comerciales Carrefour, l'endettement net du Groupe serait passé de 9 406 millions d'euros à fin 2001 à 9 021 millions d'euros à fin 2002. L'endettement net représente 128 % de la situation nette après répartition à fin 2002 contre 106 % à fin 2001. Hors écart de conversion, il représente 94 % de la situation nette après répartition à fin 2002.

Analyse par zone

(en millions d'euros)	France		Europe		Amériques		Asie		Total	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Ventes hors taxes	35 101	34 335	23 608	22 144	5 382	8 440	4 639	4 567	68 729	69 486
Résultat opérationnel	2 689	2 553	1 462	1 294	207	366	317	315	4 675	4 528
Résultat d'exploitation	2 065	1 905	796	733	23	53	141	134	3 025	2 826

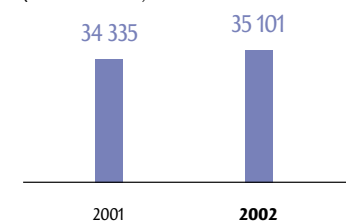
FRANCE

Le parc de magasins intégrés en France au 31 décembre 2002 s'établit comme suit :

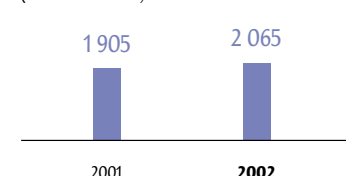
Hypermarchés	178
Supermarchés	547
Maxidiscomptes	487
Autres magasins	126
Total	1 338

En 2002, le parc intégré a augmenté de 3 hypermarchés, 13 supermarchés, 28 maxidiscomptes.

CHIFFRE D'AFFAIRES HT
(en millions d'euros)



RÉSULTAT D'EXPLOITATION
(en millions d'euros)



Le chiffre d'affaires en France progresse de 2,2 %. Ce chiffre reflète une bonne performance des ventes non alimentaires en hypermarchés et des gains de parts de marché dans les autres formats tout au long de l'année. Le résultat d'exploitation passe de 5,5 % du chiffre d'affaires en 2001 à 5,9 % du chiffre d'affaires en 2002 et s'établit à 2 065 millions d'euros.

Les investissements opérationnels en France s'élèvent à 609 millions d'euros. Ils représentent 1,7 % du chiffre d'affaires.

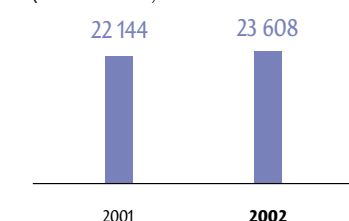
EUROPE (HORS FRANCE)

Le parc de magasins intégrés en Europe au 31 décembre 2002 s'établit comme suit :

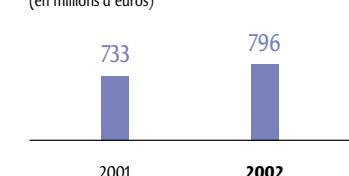
Hypermarchés	268
Supermarchés	650
Maxidiscomptes	2 325
Autres magasins	130
Total	3 373

Le parc intégré s'est accru cette année de 15 hypermarchés, 56 supermarchés, 115 maxidiscomptes.

CHIFFRE D'AFFAIRES HT
(en millions d'euros)



RÉSULTAT D'EXPLOITATION
(en millions d'euros)



Le chiffre d'affaires en Europe progresse de 6,6 % grâce aux bonnes performances enregistrées dans tous les pays d'Europe, avec des gains de parts de marché dans la plupart des pays. À taux de change constants, la progression du chiffre d'affaires est de 6,7 %. Le résultat d'exploitation s'établit à 3,4 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2002 contre 3,3 % en 2001.

Les investissements opérationnels en Europe s'élèvent à 1 224 millions d'euros. Ils représentent 5,2 % du chiffre d'affaires.

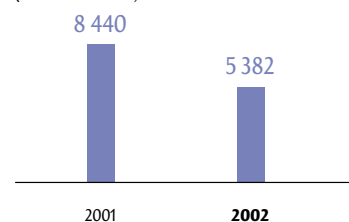
AMÉRIQUES

Le parc de magasins intégrés de la zone Amériques au 31 décembre 2002 s'établit comme suit :

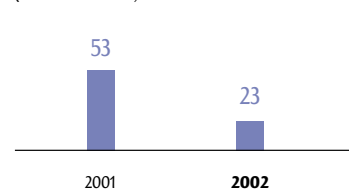
Hypermarchés	135
Supermarchés	249
Maxidiscomptes	313
Autres magasins	-
Total	697

Le parc intégré s'est accru en 2002 de 11 hypermarchés, 50 maxidiscomptes et réduit de 14 supermarchés.

CHIFFRE D'AFFAIRES HT (en millions d'euros)



RÉSULTAT D'EXPLOITATION (en millions d'euros)



Le chiffre d'affaires diminue de 36,2 % de 2001 à 2002, impacté par la dévaluation de la monnaie argentine et la forte baisse de la monnaie brésilienne. À taux de change constants, le chiffre d'affaires a augmenté de 7,8 %, reflétant une forte résistance des opérations du Groupe en Argentine, ainsi qu'une bonne performance des opérations dans les autres pays, notamment en Colombie et dans les hypermarchés au Brésil. Le résultat d'exploitation passe de 0,6 % du chiffre d'affaires en 2001 à 0,4 % du chiffre d'affaires en 2002 et s'établit à 23 millions d'euros.

Les investissements opérationnels s'élèvent à 276 millions d'euros. Ils représentent 5,1 % du chiffre d'affaires.

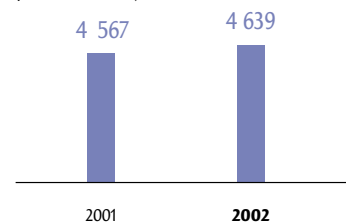
ASIE

Le parc de magasins intégrés de la zone Asie au 31 décembre 2002 s'établit comme suit :

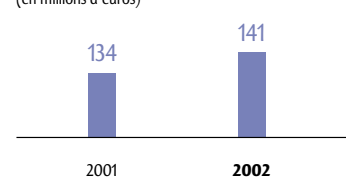
Hypermarchés	123
Supermarchés	-
Maxidiscomptes	-
Autres magasins	-
Total	123

Le parc intégré s'est accru en 2002 de 18 hypermarchés.

CHIFFRE D'AFFAIRES HT (en millions d'euros)



RÉSULTAT D'EXPLOITATION (en millions d'euros)



Le chiffre d'affaires en Asie progresse de 1,6 %, malgré un effet de change défavorable, grâce aux ouvertures d'hypermarchés et en particulier au redémarrage de l'expansion en Chine. À taux de change constants, la progression du chiffre d'affaires est de 5,9 %. Le résultat d'exploitation passe de 2,9 % du chiffre d'affaires en 2001 à 3 % du chiffre d'affaires en 2002 et s'établit à 141 millions d'euros.

Les investissements opérationnels en Asie s'élèvent à 355 millions d'euros. Ils représentent 8 % du chiffre d'affaires.

Évolution récente

Du 9 au 12 mars 2003, le Groupe a organisé à Paris la 1^{re} Convention Mondiale des Directeurs de Carrefour, réunissant 2 200 managers de l'ensemble des pays et des formats du Groupe. Cette Convention était l'occasion de "faire connaître le Groupe au Groupe", de montrer nos savoir-faire, nos activités, nos fonctions et de mettre en évidence nos gisements de croissance. Elle a également permis de mobiliser chacun sur la stratégie, les priorités, les enjeux et de fixer le cap pour les années à venir.

Le 10 février 2003, Carrefour et Hyparlo ont signé un accord prévoyant la cession à Carrefour des deux hypermarchés exploités par Hyparlo en Italie, ainsi que d'un troisième magasin en construction. Ces deux hypermarchés, déjà sous enseigne Carrefour, sont situés à Portogruaro près de Venise et à Lucca, en Toscane. Le troisième magasin ouvrira fin 2003 à Calenzano (Florence).

Le 13 mars, Dia a annoncé son intention d'acquérir 27 magasins de la chaîne El Arbol en Espagne et de reprendre 11 autres magasins en franchise. Ces magasins sont situés dans les provinces d'Andalousie, Castille, Extramadura et Galicie. L'opération devrait être finalisée avant la fin du 1^{er} semestre 2003, sous réserve de l'avis des autorités de la concurrence.

Objectifs

Afin de poursuivre l'amélioration du retour sur capitaux employés, la stratégie du Groupe privilégiera dans les années à venir la croissance organique et le développement de l'ensemble de ses formats, avec notamment un renforcement de la base européenne. L'objectif est de retrouver à moyen terme et à taux de change constants une croissance du chiffre d'affaires de 7 %.

Ce développement se fera dans le respect de critères d'investissement reposant dans chaque pays et pour chaque format sur :

- la maîtrise du modèle commercial : assortiments, politique discount, innovations ;
- la maîtrise du modèle économique au travers des différents ratios d'investissements : chiffre d'affaires et investissements par m² ;
- et la maîtrise du modèle financier : pleine propriété ou location.

L'objectif du Groupe est de compter fin 2003 environ 830 nouveaux magasins sous enseignes (parc fin 2002 : 9 632 points de ventes), dont 60 hypermarchés, 120 supermarchés, 450 maxidiscomptes et 200 magasins de proximité.

De même que lors de l'exercice précédent, Carrefour est prudent sur la conjoncture en 2003, en raison des incertitudes liées à l'environnement. Comme en 2002, Carrefour est confiant dans la bonne exécution de sa stratégie :

- renforcement de la base européenne ;
- renforcement de la dynamique commerciale ;
- croissance organique et développement du multiformat.

Carrefour se donne pour objectifs en 2003 :

- une progression du chiffre d'affaires supérieure à 5 % à taux de change constants ;
- et une croissance à deux chiffres du résultat net courant par du Groupe par action, avant et après amortissement des survaleurs.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	2002	%	2001	%	2000
Ventes hors taxes	3	68 728,8	- 1,1	69 486,1	7,2	64 802,0
Prix de revient des ventes	4	(53 182,1)	- 1,3	(53 875,0)	7,9	(49 919,6)
Marge commerciale		15 546,7	- 0,4	15 611,1	4,9	14 882,4
Frais généraux	5	(11 419,2)	- 2,6	(11 728,7)	4,4	(11 235,7)
Autres produits et charges	6	547,5	- 15,1	645,2	- 15,5	763,2
Résultat opérationnel	7	4 675,0	3,3	4 527,6	2,7	4 409,9
Amortissements et provisions	8	(1 649,6)	- 3,1	(1 702,0)	1,0	(1 684,9)
Résultat d'exploitation	9	3 025,4	7,1	2 825,6	3,7	2 725,0
Résultat financier	10	(526,9)	- 18,5	(646,2)	- 8,5	(706,6)
Résultat avant impôts		2 498,5	14,6	2 179,4	8,0	2 018,4
Impôts sur les bénéfices	11	(736,4)	25,7	(585,7)	- 9,9	(649,7)
Résultat net courant des sociétés intégrées		1 762,1	10,6	1 593,7	16,4	1 368,7
Résultat net courant des sociétés mises en équivalence	12	107,4	- 15,4	127,0	5,0	120,9
Résultat net courant		1 869,5	8,6	1 720,7	15,5	1 489,6
Intérêts hors Groupe		(170,8)	17,3	(145,6)	28,9	(113,0)
Résultat net courant, part du Groupe		1 698,7	7,8	1 575,1	14,4	1 376,6
Amortissements des survaleurs	13	(309,7)	- 15,9	(368,5)	12,9	(326,2)
RÉSULTAT NET COURANT, PART DU GROUPE APRÈS SURVALEURS		1 389,0	15,1	1 206,6	14,9	1 050,4
Résultat exceptionnel, part du Groupe	14	(14,9)	Ns	59,2	Ns	15,4
Résultat exceptionnel, part des minoritaires		(5,5)	Ns	27,1	Ns	(2,0)
Résultat net total		1 539,4	7,0	1 438,5	22,2	1 176,8
Résultat net, part du Groupe		1 374,1	8,6	1 265,8	18,8	1 065,8

Résultat net par action dilué

(en euros)	Notes	2002	Var %	2001	%	2000
Résultat net courant, part du Groupe avant amortissements des survaleurs par action après dilution		2,38	7,9	2,21	11,8	1,97
Résultat net courant, part du Groupe après amortissements des survaleurs par action après dilution		1,95	15,1	1,70	12,1	1,51
Nombre d'actions retenues pour le calcul	15	723 939 274		723 922 466		709 301 450

Le résultat net courant par action est calculé à partir du nombre moyen d'actions composant le capital au cours de l'année et inclut la dilution potentielle issue de l'emprunt obligataire convertible et des BSAR (note 15). La dilution potentielle

issue des options consenties aux cadres n'entraîne pas de différence significative avec le résultat net courant par action calculé ci-dessus. Le nombre d'actions moyen avant dilution se monte à 711 164 008.

Bilan consolidé au 31 décembre 2002

Actif				
(en millions d'euros)	Notes	2002	2001	2000
Immobilisations incorporelles	16	10 300,5	10 801,6	11 970,1
Immobilisations corporelles	17	12 384,5	13 630,7	13 892,2
Immobilisations financières	18	2 073,2	2 128,3	1 977,9
Actif immobilisé		24 758,2	26 560,6	27 840,2
Stocks		5 722,8	5 909,4	5 716,4
Créances commerciales ⁽¹⁾	19	3 154,6	2 945,6	3 146,1
Autres créances ⁽¹⁾	20	2 260,2	3 257,9	4 386,9
Valeurs mobilières et placements financiers	21	1 096,7	2 007,1	1 739,9
Disponibilités		1 931,8	2 789,8	1 201,1
Actif circulant		14 166,1	16 909,8	16 190,4
TOTAL DE L'ACTIF		38 924,3	43 470,4	44 030,6

⁽¹⁾ Les fournisseurs débiteurs ont été reclassés de "autres créances" à "créances commerciales" pour 1 661,9 millions d'euros au 31 décembre 2001 et 1 821,3 millions d'euros au 31 décembre 2000.

Passif							
(en millions d'euros)	Notes	Avant répartition			Après répartition		
		2002	2001	2000	2002	2001	2000
Situation nette, part du Groupe	22	6 623,3	7 377,4	7 975,4	6 163,3	6 986,4	7 609,5
Intérêts hors Groupe dans les sociétés consolidées		922,7	1 294,0	1 390,0	882,7	1 205,2	1 322,8
Situation nette		7 546,0	8 671,4	9 365,4	7 046,0	8 191,6	8 932,3
Provisions pour risques et charges	23	1 674,3	2 026,5	1 771,9	1 674,3	2 026,5	1 771,9
Emprunts	24	12 049,2	13 471,3	13 948,9	12 049,2	13 471,3	13 948,9
Fournisseurs		13 278,2	12 996,7	12 554,2	13 278,2	12 996,7	12 554,2
Autres dettes		4 376,6	6 304,5	6 390,2	4 876,6	6 784,3	6 823,3
Dettes		29 704,0	32 772,5	32 893,3	30 204,0	33 252,3	33 326,4
TOTAL DU PASSIF		38 924,3	43 470,4	44 030,6	38 924,3	43 470,4	44 030,6

Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net	1 539,4	1 438,5	1 176,8
Dotations aux amortissements	1 950,0	2 537,8	2 475,0
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	(266,1)	(1 106,5)	(669,1)
Variations des provisions et autres ressources opérationnelles	(119,0)	(82,2)	61,4
Élimination des résultats des sociétés mises en équivalence nets de dividendes	(78,5)	(87,4)	(98,0)
Autofinancement	3 025,8	2 700,3	2 946,1
Variations des autres actifs et passifs court terme ⁽¹⁾	(149,0)	837,9	603,7
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	2 876,8	3 538,2	3 549,8
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements corporels et incorporels	(2 423,0)	(3 397,8)	(8 600,9)
Investissements financiers	(582,0)	(951,3)	(161,0)
Cessions d'immobilisations	704,7	1 952,4	746,5
Cessions de titres de participation	245,5	1 705,6	199,3
Sous-total investissements nets de cessions	(2 054,8)	(691,1)	(7 816,1)
Autres emplois ⁽²⁾	(1 108,9)	(314,5)	(86,9)
Variation de la trésorerie issue des investissements	(3 163,7)	(1 005,6)	(7 903,0)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital en numéraire ⁽³⁾	300,4	183,7	858,6
Dividendes versés par Carrefour (société mère) et par les sociétés consolidées aux intérêts hors Groupe	(475,5)	(424,6)	(372,0)
Variation de l'endettement	(1 422,1)	(477,2)	4 326,0
Variation de la trésorerie issue du financement	(1 597,3)	(718,0)	4 812,7
Incidence des variations de change	115,7	41,3	(111,0)
Variation nette de la trésorerie	(1 768,4)	1 855,9	348,5
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice ⁽¹⁾	4 797,0	2 941,1	2 592,6
Trésorerie à la clôture de l'exercice ⁽¹⁾	3 028,6	4 797,0	2 941,1

⁽¹⁾ Afin de faciliter le rapprochement avec la trésorerie au bilan (valeurs mobilières, placements financiers et disponibilités), les placements financiers court terme sont dorénavant intégrés à la trésorerie à l'ouverture et à la clôture de l'exercice. Dès lors, leur variation n'est plus reprise dans les "variations des autres actifs et passifs court terme". Ce poste était déjà pris en compte pour le calcul de la dette nette du Groupe. Les impacts de ce changement de présentation sont repris ci-dessous :

(en millions d'euros)	2001 Retraité	2001 Publié	Écart	2000 Retraité	2000 Publié	Écart
Variation des autres actifs et passifs court terme	837,9	621,2	216,6	603,7	1 342,3	(738,6)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	3 538,2	3 321,6	216,6	3 549,8	4 288,4	(738,6)
Variation nette de la trésorerie	1 855,9	1 639,3	216,6	348,5	1 087,1	(738,6)
Trésorerie à l'ouverture	2 941,0	2 106,2	834,8	2 592,6	1 019,1	1 573,5
Trésorerie à la clôture	4 797,0	3 745,5	1 051,5	2 941,1	2 106,2	834,9

⁽²⁾ Le poste "Autres emplois" comprend, en 2002, 949 millions d'euros liés à la rémunération des titres Centros Comerciales Carrefour apportés dans le cadre de l'Offre Publique d'Échange décrite en note 2.

⁽³⁾ Le montant en 2002 comprend principalement l'augmentation de capital de 211 millions d'euros effectuée par Carrefour SA dans le cadre de l'OPE pour rémunérer l'acquisition des titres Centros Comerciales Carrefour.

Variation de la situation nette après répartition des résultats

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Bénéfices non distribués	Situation nette part du Groupe	Intérêts hors Groupe
Situation au 31 décembre 1999	856,3	315,7	5 158,6	6 330,6	1 204,7
Résultat de l'exercice 2000			1 065,8	1 065,8	111,0
Dividendes au titre de l'exercice 2000			(365,9)	(365,9)	(67,3)
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes	921,6	(54,4)		867,2	114,5
Variation de l'écart de conversion (note 22)			105,8	105,8	33,0
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			(394,0)	(394,0)	(73,1)
Situation au 31 décembre 2000	1 777,9	261,4	5 570,3	7 609,5	1 322,8
Résultat de l'exercice 2001			1 265,8	1 265,8	172,7
Dividendes au titre de l'exercice 2001			(391,1)	(391,1)	(88,8)
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes		0,5		0,5	11,1
Variation de l'écart de conversion (note 22)			(983,9)	(983,9)	(46,4)
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			(514,4)	(514,4)	(166,2)
Situation au 31 décembre 2001	1 777,9	261,9	4 946,7	6 986,4	1 205,2
Résultat de l'exercice 2002			1 374,1	1 374,1	165,3
Dividendes au titre de l'exercice 2002			(460,0)	(460,0)	(40,0)
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes	12,4	224,8		237,2	47,6
Variation de l'écart de conversion (note 22)			(1 856,2)	(1 856,2)	(36,4)
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			(118,2)	(118,2)	(458,9)
Situation au 31 décembre 2002	1 790,3	486,7	3 886,4	6 163,3	882,7

L'augmentation de capital et primes de la part du Groupe en 2002 provient essentiellement de la création d'actions émises en rémunération des actions Centros Comerciales Carrefour apportées dans le cadre de l'Offre Publique d'Échange initiée sur les titres de ladite société (cf. note 2). Cette opération impacte également la ligne "Effets des variations de périmètre" en raison de la diminution de la situation nette des minoritaires.

Chiffres clefs par zone

(en millions d'euros)	France		Europe		Amériques		Asie		Total	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Ventes hors taxes	35 101	34 335	23 608	22 144	5 382	8 441	4 639	4 567	68 729	69 486
Résultat opérationnel	2 689	2 553	1 462	1 294	207	366	317	314	4 675	4 528
Résultat d'exploitation	2 065	1 905	796	733	23	53	141	134	3 025	2 826
Investissements	697	776	1 099	1 438	276	370	350	318	2 423	2 902
- investissements de croissance	221	217	577	638	154	215	274	249	1 226	1 318
- investissements de maintenance	362	439	360	638	86	90	69	38	877	1 205
- autres investissements	114	120	162	162	36	66	8	32	320	379
Immobilisations incorporelles nettes	3 488	3 538	5 942	5 635	696	1 398	175	231	10 301	10 802
Immobilisations corporelles nettes	3 299	3 404	5 826	5 861	1 479	2 524	1 781	1 842	12 385	13 631
Total immobilisations nettes	6 788	6 942	11 767	11 496	2 174	3 922	1 956	2 073	22 685	24 432

Parc de magasins intégrés par zone

(nombre de magasins)	France		Europe		Amériques		Asie		Total	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Hypermarchés	178	175	268	253	135	124	123	105	704	657
Supermarchés	547	534	650	594	249	263	-	-	1 446	1 391
Maxidiscomptes	487	459	2 325	2 210	313	263	-	-	3 125	2 932
Autres formats	126	127	130	127	-	-	-	-	256	254
TOTAL	1 338	1 295	3 373	3 184	697	650	123	105	5 531	5 234

Chiffre d'affaires hors taxes par pays

(en millions d'euros)	2002	(en millions d'euros)	2002
France	35 101	Amériques	5 382
		Brazil	3 136
Europe (hors France)	23 608	Argentine	1 224
Espagne	10 083	Mexique	642
Italie	5 249	Colombie	267
Belgique	3 967	Chili	113
Grèce	1 439		
Portugal	857	Asie	4 639
Pologne	733	Taiwan	1 322
Suisse	482	Corée	1 149
Turquie	436	Chine	1 031
République Tchèque et Slovaquie	362	Thaïlande	392
		Malaisie	226
		Indonésie	286
		Japon	149
		Singapour	83

Notes sur les comptes consolidés

Note 1 : Principes comptables

Les comptes consolidés ont été établis en conformité avec les principes comptables français. Les dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés, homologué le 22 juin 1999, sont appliquées depuis l'exercice 1999. Ces dispositions concernent en particulier la méthode dérogatoire de consolidation retenue pour l'intégration du Groupe Promodès.

L'application à compter du 1^{er} janvier du nouveau règlement 2000-06 du Comité de Réglementation Comptable sur les passifs n'a eu aucune incidence sur les états financiers du Groupe.

Sont consolidées par intégration globale, d'une part, les sociétés dans lesquelles Carrefour exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif et, d'autre part, celles dont elle assume la gestion dans le cadre d'une participation majoritaire ou paritaire. Par ailleurs, sont consolidées par mise en équivalence les sociétés sur lesquelles elle exerce une influence notable et les sociétés de services pour lesquelles une intégration globale ne refléterait pas une image fidèle des activités du Groupe. La consolidation par intégration globale incluant ces sociétés de services est présentée en note 27. Les sociétés intégrant le périmètre de consolidation durant les trois derniers mois de l'exercice précédant la clôture et dont l'organisation ne permet pas de disposer des informations nécessaires à une consolidation en intégration globale sont consolidées par mise en équivalence.

Lorsque Carrefour n'a pas une influence notable sur les décisions opérationnelles ou financières de sociétés dont elle détient les titres, ceux-ci sont conservés à leur coût d'acquisition en Immobilisations financières. Il en est de même pour les sociétés non significatives. Ces titres font, le cas échéant, l'objet d'une provision pour dépréciation. La méthode de dépréciation est exposée dans le paragraphe Immobilisations financières.

En ce qui concerne les sociétés acquises en cours d'exercice et les augmentations de participation, les résultats de la seule période postérieure à la date d'acquisition sont retenus dans le compte de résultat consolidé. Pour les sociétés cédées en cours d'exercice et les dilutions, seuls les résultats de la période antérieure à la date de la cession sont retenus dans le compte de résultat consolidé.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Pour les sociétés implantées dans les pays à forte inflation, en l'occurrence la Colombie et la Turquie :

- les immobilisations, les titres de participation, les capitaux propres et les autres postes non monétaires sont réévalués en fonction de la diminution du pouvoir d'achat général de la monnaie locale au cours de l'exercice ;
- l'ensemble des postes du bilan, à l'exception des capitaux

propres revenant au Groupe, est ensuite converti en euros sur la base du cours en vigueur en fin d'exercice ;

- en ce qui concerne les capitaux propres revenant au Groupe, le solde d'ouverture est repris pour la valeur en euros de la fin de l'exercice précédent ; le résultat retenu est celui figurant au compte de résultat ; les autres mouvements sont convertis aux taux réels des transactions. L'écart en euros ainsi créé entre l'actif et le passif du bilan est enregistré dans un compte Écart de conversion inclus dans la Situation nette - Part du Groupe ;
- le compte de résultat en monnaie locale est ajusté des effets de l'inflation entre la date des transactions et la fin de l'exercice. l'ensemble des postes est ensuite converti sur la base des taux en vigueur en fin d'exercice.

Pour les autres sociétés :

- les postes du bilan sont convertis selon les principes décrits ci-dessus mais sans retraitement préalable des effets de l'inflation ;
- les postes du compte de résultat en monnaie locale sont convertis au taux moyen de l'année, pondéré pour tenir compte de l'activité saisonnière de chaque société.

Immobilisations

Les actifs dont les perspectives de rentabilité future ne permettent plus de recouvrer leur valeur nette comptable font l'objet d'un amortissement exceptionnel. Cet amortissement est déterminé par comparaison de la valeur nette comptable de l'actif et de sa valeur d'utilité estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs sur la durée d'utilité et de la valeur résiduelle.

Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce acquis par les sociétés du Groupe sont portés à l'actif à leur prix d'acquisition.

Les écarts d'acquisition constatés à l'occasion des prises de participation sont portés à l'actif du bilan au moment de la première consolidation après affectation aux différents actifs et passifs identifiables.

La méthode dérogatoire dite "mise en commun d'intérêt" est appliquée lorsque le Groupe remplit les conditions nécessaires et suffisantes pour sa mise en place.

Les immobilisations incorporelles assimilables à des fonds commerciaux de magasins sont amorties linéairement sur la même durée de vie que les bâtiments (20 ans). Les autres écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur une durée ne dépassant pas 40 ans. En cas de perte de valeur irréversible appréciée sur la base des estimations de résultats futurs, un amortissement exceptionnel est alors constaté.

Note 1 : Principes comptables (suite)

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement aux logiciels qui sont amortis sur des durées allant d'un an à cinq ans.

Immobilisations corporelles

Les terrains, les constructions et les équipements sont évalués à leur prix de revient d'origine. Les amortissements sont calculés suivant la méthode linéaire en fonction des durées de vie moyennes suivantes :

- Constructions :	
bâtiments	20 ans
sols	10 ans
parkings	6 ans 2/3
- Matériel, agencements et installations :	6 ans 2/3 à 8 ans
- Autres immobilisations :	4 ans à 10 ans

Les acquisitions d'immobilisations réalisées au moyen d'un contrat de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif pour leur prix de revient au moment de l'acquisition et amorties selon les durées ci-dessus. La dette résultant de l'acquisition est inscrite au passif. En compte de résultat, les redevances de crédit-bail sont remplacées par les intérêts d'emprunt et l'amortissement du bien.

Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés consolidées par intégration globale, ainsi que les dividendes reçus de ces sociétés, sont annulés. Sont substitués à ces titres les actifs, les passifs et la situation nette des sociétés concernées.

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur majoré de tous les autres coûts nets d'impôt sur les sociétés, directement imputables à l'acquisition.

Les titres de participation des sociétés consolidées par mise en équivalence reflètent la quote-part de la situation nette consolidée de ces sociétés revenant au Groupe ; l'écart d'acquisition correspondant étant le cas échéant présenté en immobilisations incorporelles.

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Les dividendes y afférant sont comptabilisés dans l'année de leur encaissement. Ces titres sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle. Cette valeur est estimée à partir de la quote-part de situation nette (éventuellement réévaluée) et des perspectives de rentabilité.

Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués au dernier prix d'achat majoré des frais accessoires, méthode adaptée à la rotation rapide des stocks. Ce prix prend en compte la totalité des conditions obtenues à l'achat. Ils sont, le cas échéant, ramenés à leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice.

Charges à étaler

Certains coûts liés à l'intégration de Promodès sont étalés sur trois ans.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au prix d'achat ou au prix du marché si ce dernier est inférieur. Les actions Carrefour acquises par la société mère, soit dans le cadre de l'attribution de plans d'options d'achat d'actions non encore levées, soit dans le cadre de la politique explicite de régularisation des cours de Bourse, figurent à l'actif du bilan pour leur prix de revient et font le cas échéant l'objet d'une dépréciation.

Indemnités de départ à la retraite

Carrefour verse une indemnité de départ aux personnes travaillant jusqu'à leur retraite dans le Groupe en France et dans d'autres pays. La totalité des droits des personnes en activité est prise en charge. Cet engagement est calculé sur une base actuarielle prenant en compte les facteurs de rotation du personnel, de mortalité et de croissance des salaires. Les engagements sont pris en charge sous forme de cotisations versées à des organismes extérieurs ou sous forme de provisions.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts différés résultent des différences entre les valeurs comptables et fiscales des actifs ou passifs.

Les impôts différés concernent principalement la provision pour indemnité de départ à la retraite, le retraitement des amortissements, les immobilisations financées par crédit-bail, l'amortissement des fonds de commerce, les plus ou moins-values en sursis d'imposition et la participation des salariés. Ces impôts différés sont calculés au taux d'impôt en vigueur à l'ouverture de l'exercice suivant, selon la méthode du report variable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont actualisés lorsque les effets de l'actualisation sont significatifs.

Le taux retenu pour l'évaluation des impôts différés en France tient compte de l'effet des contributions additionnelles.

Lorsqu'un impôt est dû au moment de la distribution et que cet impôt n'est pas récupérable dans le pays où le dividende est reçu, une provision pour impôt est constituée à hauteur des distributions de dividendes prévues.

Chiffre d'affaires et marge commerciale

Le chiffre d'affaires intègre uniquement les ventes réalisées dans les magasins et entrepôts.

Le prix de revient des ventes intègre, outre les achats et variations des stocks, les coûts logistiques et les coopérations commerciales.

Frais d'ouverture

Ces frais sont intégralement pris en charges d'exploitation sur l'exercice d'ouverture de l'établissement concerné.

Instruments financiers

Les couvertures de risque de taux d'intérêt et de change utilisées par le Groupe visent à limiter les effets des fluctuations des taux d'intérêt sur l'endettement à taux variable et les effets des fluctuations de taux de change sur les besoins en devises du Groupe. Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats sur les éléments couverts. Lorsque les positions ne sont pas qualifiées comptablement de couverture de risques, elles sont comparées à leur valeur de marché. Les pertes éventuelles qui en résultent sont provisionnées.

Note 2 : Faits marquants

Rachat des minoritaires de Centros Comerciales Carrefour (CCC)

En novembre 2002, Carrefour et 4 de ses filiales ont lancé une Offre Publique d'Échange en Espagne sur les titres de Centros Comerciales Carrefour. L'opération portait sur 20,3 % du capital, soit 68,5 millions d'actions.

La parité d'échange proposée était de 3 titres Carrefour pour 10 titres CCC.

Le nombre d'actions apportées a été de 58 895 703.

Le cours d'échange retenu a été de 42,35 euros (correspondant à la moyenne des cours de Bourse pendant la période de l'offre).

La rémunération des apports s'est effectuée par échange de 17 668 711 actions Carrefour dont 12 691 866 actions provenant des titres d'autocontrôle et 4 976 845 actions nouvelles émises par augmentation de capital de 210,8 millions d'euros. Les titres CCC non apportés à l'offre continuent à être cotés à la Bourse de Madrid.

Le taux de détention direct et indirect du Groupe est passé ainsi de 76 % à 97 %.

L'opération a eu :

- un impact sur la situation nette du Groupe provenant essentiellement de la sortie des réserves des minoritaires (cf. Variation de la situation nette après répartition des résultats) ;
- un impact sur la trésorerie du Groupe dans la mesure où les titres d'autocontrôle étaient intégrés à la trésorerie au bilan à fin 2001 (cf. Tableau de flux de trésorerie consolidé et note 24) ;
- un impact sur les écarts d'acquisition (cf. note 16) ;
- aucun impact sur le compte de résultat du Groupe, l'opération étant réputée finalisée au 31 décembre 2002.

Autres opérations

Le Groupe Carrefour a réalisé au cours de l'exercice 2002 différentes opérations qui au regard des normes françaises et des différentes recommandations de la Commission des Opérations de Bourse doivent être analysées comme des cessions pures et simples :

- cession de 445 millions d'euros de créances auprès du FCC Hexagon avec rechargement revolving sur une durée de 5 années. Cette cession est sans recours ;
- cession des actifs immobiliers de 59 supermarchés en Espagne, qui ont été pris en location simple sur une durée moyenne de 12 années ;
- cession de 11 entrepôts en France pour un montant de 132 millions d'euros, qui ont été pris en location simple sur une durée moyenne de 7 années.

Opérations antérieures à 2002 ayant un impact sur l'exercice

En mai 2000, Carrefour s'était engagé auprès des autorités de la concurrence à céder ou échanger 29 supermarchés, 20 hypermarchés, 12 magasins Dia et 15 magasins de proximité en Espagne et en France. L'ensemble des cessions ou échanges était terminé au 31 décembre 2001.

Le 3 mai 2000, les autorités de la concurrence argentines ont approuvé l'opération par laquelle le Groupe Carrefour a acquis le contrôle de la société argentine Supermercados Norte S.A. dont il détenait, au 31 décembre 2000, 51 % des droits de vote. En avril 2001, le Groupe Carrefour a porté sa participation à 100 % des droits de vote et du capital.

En juillet 2000, le Groupe Carrefour d'une part, Klépierre et sa filiale Ségécé d'autre part, ont signé un accord cadre engageant les deux Groupes dans un processus visant à céder à Klépierre les murs de la plupart des galeries marchandes du Groupe Carrefour en Europe. Cet accord a continué de produire des effets en 2002.

Le 30 mars 2001, le Groupe Carrefour a cédé les 73,89 % du capital qu'il détenait dans Picard Surgelés. Picard a été consolidé par mise en équivalence de janvier à mars 2001.

Le 1^{er} octobre 2001, Carrefour et Metro AG ont décidé de céder leurs participations croisées en France et en Italie. Ainsi, le Groupe Carrefour a cédé à Metro sa participation de 20 % dans Metro France et le groupe Metro a cédé sa participation de 20 % dans les sociétés exploitant les cinq premiers hypermarchés Carrefour en Italie.

Le 18 octobre 2001, le Groupe Carrefour a cédé pour 850 millions d'euros les 42 % qu'il détenait dans Cora. La cession de cette participation faisait partie des engagements qui ont permis d'obtenir l'accord de la Commission européenne sur la fusion Carrefour/Promodès. Cette cession a reçu l'agrément de la Commission européenne.

COMPTES CONSOLIDÉS

Note 3 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes

Le chiffre d'affaires intègre uniquement les ventes réalisées dans les magasins et entrepôts.

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
France	35 100,5	34 334,6	33 997,0
Europe (hors France)	23 607,6	22 144,4	17 072,0
Amériques	5 382,1	8 440,5	9 598,0
Asie	4 638,6	4 566,6	4 135,0
TOTAL	68 728,8	69 486,1	64 802,0

À taux de change constants, le chiffre d'affaires serait de 72 660 millions d'euros.

L'impact de la variation des taux de change représente 3 932 millions d'euros au 31 décembre 2002, dont 3 713 millions d'euros sur la zone Amériques et 200 millions d'euros sur la zone Asie.

Note 4 : Prix de revient des ventes

Le prix de revient des ventes intègre outre les achats et variations des stocks, les coûts logistiques et les coopérations commerciales.

Le stock initial de l'année est différent du stock final de l'année précédente du fait d'un taux de conversion différent en euros du stock des filiales étrangères.

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Stock initial	5 538,6	4 087,2	4 373,2
Achats, nets de ristournes	53 270,7	54 773,3	50 666,7
Stock final	(5 627,2)	(4 985,4)	(5 120,3)
TOTAL	53 182,1	53 875,0	49 919,6

Le taux de marge commerciale sur le chiffre d'affaires hors taxes est stable de 22,5 % en 2001 à 22,6 % en 2002.

Note 5 : Frais généraux

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Frais de personnel	6 308,8	6 447,7	6 010,6
Participation des salariés	195,7	187,7	166,9
Loyers	508,5	523,6	467,9
Autres frais généraux	4 406,2	4 569,7	4 590,3
TOTAL	11 419,2	11 728,7	11 235,7

Les frais de personnel représentent en 2002, 9,2 % du chiffre d'affaires hors taxes, contre 9,3 % en 2001.

La part des autres frais généraux dans le chiffre d'affaires hors taxes s'établit à 6,4 % en 2002, contre 6,6 % en 2001.

La politique de réduction des coûts engagée par le Groupe en 2002 se traduit donc par une diminution sensible du total des frais généraux qui passent de 16,9 % du chiffre d'affaires hors taxes à 16,6 % en 2002.

Note 6 : Autres produits et charges

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Revenus immobiliers	204,7	226,1	325,2
Autres	342,8	419,1	438,0
TOTAL	547,5	645,2	763,2

La diminution des revenus immobiliers s'explique par les cessions de galeries marchandes à Klépierre depuis 2000.

Les autres éléments comprennent des produits et charges annexes à l'activité, ainsi que des plus et moins-values de cession à caractère récurrent liées à la gestion du parc immobilier du Groupe.

Note 7 : Répartition par zone du résultat opérationnel

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
France	2 688,8	2 553,2	2 420,6
Europe (hors France)	1 461,8	1 293,8	1 140,5
Amériques	207,1	366,1	594,6
Asie	317,3	314,5	254,3
TOTAL	4 675,0	4 527,6	4 409,9

L'évolution des taux de change et la crise en Argentine et au Brésil expliquent la forte diminution de la contribution de la zone Amériques.

Note 8 : Amortissements et provisions

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Amortissements des immobilisations corporelles	1 409,0	1 512,6	1 519,8
Amortissements des immobilisations incorporelles (hors survaleurs)	173,3	149,2	152,8
Provisions	67,3	40,2	12,3
TOTAL	1 649,6	1 702,0	1 684,9

La diminution des dotations aux amortissements s'explique principalement par l'évolution des taux de change.

Note 9 : Répartition par zone du résultat d'exploitation

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
France	2 064,9	1 905,1	1 755,0
Europe (hors France)	795,7	733,1	630,0
Amériques	23,4	53,2	237,0
Asie	141,4	134,2	103,0
TOTAL	3 025,4	2 825,6	2 725,0

Note 10 : Résultat financier

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Produits financiers	432,7	396,4	587,2
Dividendes reçus	7,2	25,9	7,3
Frais financiers	(966,8)	(1 068,5)	(1 301,2)
TOTAL	(526,9)	(646,2)	(706,6)

Le détail de l'endettement du Groupe est présenté dans la note 24 sur les emprunts.

Note 11 : Impôts sur les sociétés

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Impôts courants sur les bénéfices	627,9	648,5	671,2
Impôts différés	108,5	(62,8)	(21,5)
Total impôts	736,4	585,7	649,7
Taux réel d'impôt (base : résultat avant impôt et survaleurs)	29,6 %	26,9 %	32,2 %
Taux normatif	33,3 %	33,3 %	33,3 %
Surtaux	2,1 %	3,1 %	3,3 %
Différence de taux d'imposition des sociétés étrangères	(3,7 %)	(4,2 %)	(3,1 %)
Pertes sans crédit d'IS et impact des reports déficitaires	(0,4 %)	(2,6 %)	(1,4 %)
Différence de régime d'imposition	(1,3 %)	(1,9 %)	(1,1 %)
Autres	(0,4 %)	(0,8 %)	1,2 %
Taux effectif	29,6 %	26,9 %	32,2 %

L'évolution du taux effectif d'impôt provient principalement de l'augmentation du taux effectif en Espagne et Italie.

Note 12 : Résultat net courant des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Résultat brut des sociétés mises en équivalence non gérées	73,0	65,4	59,2
Amortissements des survaleurs des sociétés mises en équivalence non gérées	(7,5)	(15,6)	(23,3)
Résultat net des sociétés mises en équivalence non gérées	65,5	49,8	35,8
Résultat net des sociétés mises en équivalence gérées	34,4	61,6	61,7
Résultat net courant des sociétés mises en équivalence	107,4	127,0	120,9
Résultat net des sociétés mises en équivalence après survaleurs	99,9	111,4	97,6

La diminution du résultat des sociétés mises en équivalence résulte des cessions de nos participations dans Picard, Metro France et Cora en 2001.

Les sociétés mises en équivalence non gérées sont essentiellement des sociétés dans lesquelles Carrefour détient une participation minoritaire.

Les sociétés mises en équivalence gérées sont essentiellement des sociétés de services financiers. La liste des sociétés mises en équivalence est donnée en page 90.

Note 13 : Répartition par zone des amortissements de survaleurs

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
France	(130,5)	(144,9)	(143,5)
Europe (hors France)	(153,4)	(150,3)	(117,5)
Amériques	(25,3)	(72,8)	(65,2)
Asie	(0,5)	(0,4)	0,0
TOTAL	(309,7)	(368,5)	(326,2)

Note 14 : Résultat exceptionnel

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Résultat exceptionnel, part du Groupe	(14,9)	59,2	15,4
Résultat exceptionnel, part des minoritaires	(5,5)	27,1	(2,0)
TOTAL	(20,4)	86,3	13,4

Le résultat exceptionnel provient en 2002 :

- des plus-values de cessions de titres (Petsmart et Dick's Clothing principalement) pour 42,9 millions d'euros ;
- des plus-values de cessions de galeries marchandes pour 114 millions d'euros ;
- de coûts de passage à l'euro pour 31,5 millions d'euros ;
- de risques sur des actifs d'exploitation et incorporels pour 46,1 millions d'euros (dont 43 millions d'euros sur des terrains en Pologne) ;
- des coûts de restructurations et fermetures de sites pour 46 millions d'euros (fermeture au Brésil de 16 supermarchés, au Mexique d'un hypermarché, en Turquie d'un hypermarché) ;
- de moins-values sur les actions d'autocontrôle utilisées dans le cadre de l'opération d'échange sur les titres Centros Comerciales Carrefour (cf. note 2) pour 27,5 millions d'euros ;
- d'autres éléments pour une charge nette de 26,2 millions d'euros.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le résultat exceptionnel provenait en 2001 :

- des plus-values de cessions des titres de participation (Picard, Metro et Cora) essentiellement pour 802,4 millions d'euros ;
- des plus-values de cessions de magasins imposées dans le cadre de la fusion avec Promodès et de galeries marchandes pour 149,2 millions d'euros ;
- des coûts de passage à l'euro pour 120,6 millions d'euros ;
- de l'amortissement exceptionnel d'actifs incorporels pour 393,1 millions d'euros ;
- de l'amortissement exceptionnel d'actifs corporels pour 125,3 millions d'euros ;
- des coûts de restructurations et de fermetures de sites pour 161,7 millions d'euros (arrêt d'activités Internet, fermetures de magasins au Brésil et en Argentine) ;
- d'autres éléments pour une charge nette de 64,6 millions d'euros.

Le résultat exceptionnel provenait en 2000 :

- de la plus-value de 489,9 millions d'euros sur la cession de galeries marchandes en Europe ;
- de la plus-value de cessions de magasins en France, imposées dans le cadre de la fusion avec Promodès pour 75,6 millions d'euros ;
- de l'amortissement exceptionnel d'autres actifs corporels et incorporels pour 104,6 millions d'euros ;
- de l'amortissement exceptionnel d'actifs d'exploitation pour 240,6 millions d'euros ;
- de provisions sur titres d'autocontrôle et sur titres Petsmart pour 75,9 millions d'euros ;
- d'autres éléments pour 129 millions d'euros, dont le coût de la cession de notre activité à Hong Kong pour 65,6 millions d'euros.

Note 15 : Résultat par action

Résultat net courant par action avant dilution	2002	2001	2000
Résultat net courant, part du Groupe avant amortissement des survaleurs (en millions d'euros)	1 698,7	1 575,1	1 376,6
Résultat net courant, part du Groupe après amortissement des survaleurs (en millions d'euros)	1 389,0	1 206,6	1 050,4
Nombre moyen pondéré d'actions	711 164 008	711 147 110	695 685 857
Résultat net courant, part du Groupe avant amortissement des survaleurs par action (en euros)	2,39	2,21	1,98
Résultat net courant, part du Groupe après amortissement des survaleurs par action (en euros)	1,95	1,70	1,51
Résultat net courant par action après dilution	2002	2001	2000
Résultat net courant, part du Groupe avant amortissement des survaleurs (en millions d'euros)	1 698,7	1 575,1	1 376,6
Résultat net courant, part du Groupe après amortissement des survaleurs (en millions d'euros)	1 389,0	1 206,6	1 050,4
Économie de frais financiers nette d'impôts sur :			
- émission d'OC 10/1999 (en millions d'euros)	7,6	7,3	8,6
- émission de BSAR 1998 (en millions d'euros)	14,7	14,3	14,3
Résultat net courant, part du Groupe retraité avant amortissement des survaleurs (en millions d'euros)	1 722,1	1 596,7	1 399,5
Résultat net courant, part du Groupe retraité après amortissement des survaleurs (en millions d'euros)	1 412,4	1 228,2	1 073,3
Nombre moyen pondéré d'actions	711 164 008	711 147 110	695 685 857
Actions à créer en provenance de :			
- émission d'OC	5 903 810	5 599 788	6 573 306
- émission de BSAR	6 871 456	6 733 401	6 737 464
- autres	-	442 167	304 823
Nombre d'actions retraité	723 939 274	723 922 466	709 301 450
Résultat net courant, part du Groupe avant amortissement des survaleurs par action après dilution (en euros)	2,38	2,21	1,97
Résultat net courant, part du Groupe après amortissement des survaleurs par action après dilution (en euros)	1,95	1,70	1,51

L'évolution du nombre moyen pondéré d'actions entre 2000 et 2001 s'explique par la prise en compte de l'augmentation de capital réservée aux salariés réalisée fin 2000.

Note 16 : Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Survaleurs brutes	11 148,0	11 456,4	12 567,0
Amortissements des écarts d'acquisition	(1 846,0)	(1 642,5)	(1 555,4)
Écarts d'acquisition nets	9 302,0	9 813,9	11 011,6
Autres immobilisations incorporelles brutes	2 067,2	1 995,6	1 788,1
Amortissements des autres immobilisations incorporelles	(1 068,7)	(1 007,9)	(829,5)
Autres immobilisations incorporelles nettes	998,5	987,7	958,6
Immobilisations incorporelles nettes	10 300,5	10 801,6	11 970,1

Survaleurs

(en millions d'euros)	Année d'origine	Survaleurs brutes fin 2001	Amortissement cumulé fin 2001	Nouvelles survaleurs 2002 ⁽¹⁾	Amortissement 2002	Écart de conversion	Survaleurs brutes 2002	Amortissement cumulé 2002	Survaleurs nettes 2002
Euromarché	1991	523	(272)		(26)		523	(298)	225
Comptoirs Modernes	1998, 1999	2 356	(315)		(60)		2 356	(374)	1 981
Norte (Argentine)	2000, 2001	663	(85)		(8)	(335)	277	(42)	235
RDC (Brésil)	2000	358	(12)		(7)	(153)	198	(12)	186
GS (Italie)	2000, 2001	3 126	(207)		(78)		3 126	(285)	2 841
GB (Belgique)	2000	1 128	(153)		(25)		1 128	(178)	950
Autres		3 303	(599)	423	(106)	(137)	3 541	(657)	2 884
TOTAL		11 456	(1 643)	423	(310)	(625)	11 148	(1 846)	9 302

⁽¹⁾ Dont constatation fin décembre 2002 d'une survaleur de 359 millions d'euros suite à l'Offre Publique d'Échange sur les titres Centros Comerciales Carrefour (cf. note 2)

Répartition par zone des immobilisations incorporelles nettes

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
France	3 488,2	3 537,9	3 895,5
Europe (hors France)	5 941,8	5 634,8	5 450,5
Amériques	695,8	1 397,9	2 431,6
Asie	174,7	231,0	192,5
TOTAL	10 300,5	10 801,6	11 970,1

Variation des immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	Brut	Amort. et provisions	Net
Au 1^{er} janvier 2002	13 452,0	(2 650,4)	10 801,6
Augmentations	615,6	(482,9)	132,7
Diminutions	(92,6)	66,3	(26,3)
Variation de change	(912,1)	157,1	(755,0)
Variations de périmètre et transfert	152,3	(4,7)	147,6
Au 31 décembre 2002	13 215,2	(2 914,6)	10 300,5

Les augmentations en valeur brute pour 615 millions d'euros proviennent principalement de l'Offre Publique d'Échange initiée sur les titres Centros Comerciales Carrefour.

COMPTES CONSOLIDÉS

Note 17 : Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Terrains	3 479,5	3 949,3	4 190,2
Constructions	8 300,7	9 127,9	9 286,1
Matériel, agencements et installations	8 490,8	7 972,0	7 298,3
Autres immobilisations	1 480,2	1 798,0	1 424,6
Immobilisations en cours	839,7	1 008,0	887,5
Immobilisations corporelles brutes	22 590,9	23 855,2	23 086,7
Amortissements	(10 206,4)	(10 224,5)	(9 194,5)
Immobilisations corporelles nettes	12 384,5	13 630,7	13 892,2

La valeur nette des terrains, constructions et équipements acquis en crédit bail est de 429,7 millions d'euros au 31 décembre 2002 et était de 337,6 millions d'euros au 31 décembre 2001.

Répartition par zone des immobilisations corporelles nettes

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
France	3 299,3	3 403,8	3 549,2
Europe (hors France)	5 825,5	5 861,0	5 539,5
Amériques	1 478,6	2 524,3	3 111,8
Asie	1 781,2	1 841,6	1 691,7
TOTAL	12 384,5	13 630,7	13 892,2

Variation des immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	Brut	Amort. et provisions	Net
Au 1^{er} janvier 2002	23 855,2	(10 224,5)	13 630,7
Augmentations	1 849,8	(1 409,0)	440,8
Diminutions	(1 158,0)	615,9	(542,1)
Variation de change ⁽¹⁾	(2 269,1)	905,5	(1 363,8)
Variations de périmètre et transfert	313,1	(94,4)	(218,8)
Au 31 décembre 2002	22 591,0	(10 206,5)	12 384,5

⁽¹⁾ L'impact net des variations de change provient pour 1 milliard d'euros de la zone Amériques et pour 0,3 milliard d'euros de la zone Asie.

Note 18 : Immobilisations financières

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Titres de sociétés mises en équivalence ⁽¹⁾	607,0	542,7	405,7
Titres de participation ⁽²⁾	507,3	508,3	560,6
Prêts à plus d'un an	18,8	46,8	93,5
Impôts différés	576,3	589,1	640,3
Autres	363,8	441,4	277,8
TOTAL	2 073,2	2 128,3	1 977,9

⁽¹⁾ Ce poste comprend au 31 décembre 2002 les titres des sociétés de services financiers pour un montant de 243,7 millions d'euros et des titres de sociétés de distribution pour 363,7 millions d'euros.

⁽²⁾ Ce poste correspond principalement aux titres Finiper (Italie).

Note 19 : Créances commerciales

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Créances sur clients	1 281,1	1 283,8	1 324,8
Créances sur fournisseurs	1 873,5	1 661,8	1 821,3
TOTAL	3 154,6	2 945,6	3 146,1

Les créances sur clients sont essentiellement des créances dues par les franchisés du Groupe.

Les créances fournisseurs correspondent à des ristournes à recevoir des fournisseurs du Groupe.

Note 20 : Autres créances

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Prêts et dépôts financiers à moins d'un an	10,5	6,1	5,5
État, impôts et taxes	607,5	542,9	869,7
Impôts différés actifs	237,0	300,8	246,8
Autres créances d'exploitation	1 405,2	2 408,1	3 264,9
TOTAL	2 260,2	3 257,9	4 386,9

Les autres créances d'exploitation comprennent principalement des créances sur cessions d'immobilisations, des écarts de conversion actifs et des charges constatées d'avance.

Note 21 : Valeurs mobilières et placements financiers

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Valeurs mobilières ⁽¹⁾	454,5	955,0	905,0
Placements financiers	642,2	1 052,1	834,9
TOTAL	1 096,7	2 007,1	1 739,9

Les valeurs mobilières qui figurent pour 454,5 millions d'euros à l'actif du bilan du Groupe ont une valeur de réalisation au 31 décembre 2002 de 454,5 millions d'euros (dont 168 millions d'euros d'actions propres).

Note 22 : Écart de conversion part du Groupe

Le compte "Écart de conversion", inclus dans la "Situation nette" - part du Groupe, s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	
Au 1 ^{er} janvier 2000	264,5
Variation 2000	105,8
Au 31 décembre 2000	370,3
Variation 2001	(983,9)
Au 31 décembre 2001	(613,6)
Variation 2002	(1 856,2)
Au 31 décembre 2002	(2 469,8)

Décomposition de la variation de l'écart de conversion par zone

(en millions d'euros)	Écart de conversion 2002	Écart de conversion 2001	Écart de conversion 2000
France			
Europe	(179)	(105)	(123)
Amérique	(2 118)	(496)	516
Asie	(172)	(13)	(23)
TOTAL	(2 469)	(614)	370

Sur l'année 2002, le peso argentin et le real brésilien ont, respectivement, été dévalués de 58,3 % et 44,7 % (taux de clôture).

Note 23 : Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Impôts différés passifs	516,8	716,4	797,2
Indemnités de départ à la retraite	208,8	198,8	145,4
Autres provisions pour risques et charges	948,7	1 111,3	829,3
TOTAL	1 674,3	2 026,5	1 771,9

Le coût des indemnités de départ en retraite est déterminé à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite. L'engagement total du Groupe au 31 décembre 2002 est estimé à 367,1 millions d'euros. Il est intégralement couvert par la provision ainsi que par la prise en charge par des organismes extérieurs.

Les provisions sont composées d'éléments relatifs aux services après vente, à des coûts et risques fiscaux, sociaux, et légaux liés à l'activité de l'entreprise.

Note 24 : Emprunts

Détail de la dette nette

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Emprunts obligataires	7 349,4	6 955,3	6 413,9
Autres emprunts	2 927,9	3 822,5	5 157,9
Autres dettes long terme	109,7	293,5	195,7
Billets de trésorerie	1 402,4	2 154,2	1 925,0
Crédits-bails	259,8	245,8	256,4
Total des emprunts	12 049,2	13 471,3	13 948,9
Valeurs mobilières et placements financiers ⁽¹⁾	1 096,7	2 007,1	1 739,9
Disponibilités	1 931,8	2 789,8	1 201,1
Total des placements	3 028,5	4 796,9	2 941,0
Dette nette	9 020,7	8 674,5	11 007,9

En 2002, les emprunts obligataires représentent 61 % du total des emprunts contre 52 % en 2001.

La répartition des emprunts entre obligataires et non-obligataires a été corrigée sur 2000 et 2001.

Variation de l'endettement net

(en millions d'euros)	2002	2001
Emprunts obligataires	(394,1)	(541,4)
Autres emprunts	894,5	1 335,5
Autres dettes long terme	183,8	(97,8)
Billets de trésorerie	751,8	(229,2)
Crédits-bails	(13,9)	10,5
Variation de l'endettement	A	1 422,1
Valeurs mobilières et placements financiers ⁽¹⁾	910,4	(267,2)
Disponibilités	858,0	(1 588,7)
Variation nette de la trésorerie	B	1 768,4
Variation endettement net	B - A	346,3

⁽¹⁾ La variation des valeurs mobilières entre 2001 et 2002 provient essentiellement de l'utilisation des titres d'auto-contrôle dans le cadre de l'Offre Publique d'Échange initiée sur les titres de Centros Comerciales Carrefour.

Détail des emprunts par nature de taux

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Dettes à taux fixe	703	-	62,6
Dettes à taux flottant	11 346,1	13 471,3	13 886,3
TOTAL	12 049,2	13 471,3	13 948,9

La dette à taux flottant correspond soit à de la dette à taux flottant à l'émission, soit à de la dette à taux fixe swapée à taux variable dès l'émission.

Détail des emprunts par devises

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Euro	10 369,9	12 296,7	12 200,8
Yen japonais	318,4	342,1	90,4
US dollar	22,5	110,0	115,7
Couronne norvégienne	61,1	61,1	61,1
Real brésilien	41,2	35,3	143,2
Yuan chinois	26,1	39,4	28,4
Lire turque	7,2	48,5	64,8
Won coréen	16,9	14,6	29,7
Taiwan dollar	23,8	24,6	70,6
Ringgit malais	13,1	29,0	69,8
Peso argentin	109,2	238,3	903,1
Livre sterling	795,5		
Franc suisse	192,0	190,7	161,1
Peso colombien	30,2	26,0	6,9
Autres	22,1	15,0	3,3
TOTAL	12 049,2	13 471,3	13 948,9

Les emprunts sont ventilés au 31 décembre 2002 par devise d'origine et non par devise après effet de couverture. La ventilation 2001 et 2000 a été modifiée en conséquence pour assurer la comparabilité. Le montant global reste inchangé.

La dette en euros représente 86 % du total en 2002 et 91 % en 2001. Cette diminution s'explique par l'émission en 2002 d'un emprunt obligataire de 500 millions de livres sterling.

Après swap, la dette en euros représente 98 % du total de la dette en 2002, contre 97 % en 2001.

Détail des emprunts obligataires

(en millions d'euros)	Échéance	Taux effectif 2002 en %	2002	2001	2000
Emprunts Obligataires			7 349	6 955	6 414
Émissions Publiques			6 842	6 397	5 536
Emprunt obligataire Euro MTN, GBP, 10 ans	2012	3,85	796	-	-
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 2-5 ans	2010	5,75	1 000	1 000	1 000
Emprunt obligataire, FRF, 10 ans, 4,50 %	2009	4,33	1 000	1 000	1 000
Emprunt obligataire domestique, FRF, 10 ans, 5,30 %	2008	3,85	305	305	305
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 8 ans	2007	3,15	162	162	-
Emprunt obligataire, EUR, 7 ans, 4,50 %	2006	5,23	400	400	400
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 5 ans	2006	3,76	500	500	-
Emprunt obligataire CHF, 5 ans, 4,25 %	2005	5,85	161	161	161
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 3 ans	2005	3,55	100	-	-
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 5 ans, 4,375 %	2004	4,14	1 000	1 000	1 000
Emprunt obligataire OCA-OCCL, FRF, 3 ans, 2,50 %	2004	2,52	467	467	467
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 2 ans	2004	3,49	300	-	-
Emprunt obligataire OBSAR-OBSCIR, FRF	2003	3,30	462	462	462
Emprunt obligataire OBSAR-OBSCIR, FRF, 5 ans, 3,50 %	2003	3,30	1	1	1
Emprunt obligataire Euro MTN, JPY, 2 ans	2003	3,86	189	189	-
Emprunt obligataire Euro MTN Eonia, Eur, 2 ans	2002	5,48	-	200	200
Emprunt obligataire Euro MTN, EUR, 2-5ans, 5,50 %	2002	5,69	-	300	300
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 1 an	2002	3,76	-	250	-
Emprunt obligataire Euro MTN FRN, Eur, 1an	2001	-	-	-	240
Émissions Privées			507	558	878
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 10 ans	2011	3,87	20	20	-
Placement privé, Euro, 10 ans	2010	E6M + 5,5	99	238	377
Placement privé, Euro, 5 ans	2007	6,51	26		
Placement privé, Euro, 5 ans	2007	6,51	100		
Emprunt obligataire indexé à l'action 0 %, FRF, 7 ans	2005	4,93	91	91	91
Emprunt obligataire indexé Zéro-coupon, 7 ans	2005	3,41	61	61	61
Emprunt obligataire Euro MTN Zéro-Coupon, Eur, 5 ans	2004	3,51	23	23	23
Emprunt obligataire Euro MTN, NOK, 4 ans, 7,50 %	2004	5,73	61	61	61
Emprunt obligataire OCA-OCCL, FRF, 3 ans, 2,50 %	2004	2,52	25	25	25
Emprunt obligataire indexé à l'action 0 %, FRF, 6 ans	2002	3,22	-	39	39
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 2 ans	2001	-	-	-	110
Emprunt obligataire Euro MTN, Eur, 1 an	2001	-	-	-	90

La présentation des emprunts obligataires a été modifiée. Sont désormais distingués les emprunts relatifs à des émissions privées des emprunts relatifs à des émissions publiques.

Détail des emprunts par échéance

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Échéances			
1 an	3 718,6	3 167,2	6 045,2
2 ans	2 669,1	2 829,4	631,7
3 ans	612,6	2 244,6	1 347,5
4 ans	1 071,9	469,7	1 412,1
5 à 10 ans	2 893,2	4 135,9	783,3
Au-delà de 10 ans	943,1	296,3	2 680,4
Indéterminée	140,7	328,1	1 048,7
TOTAL	12 049,2	13 471,3	13 948,9

La maturité moyenne des emprunts est de trois ans et demi.

"Covenants" bancaires

Les covenants bancaires stipulent :

- que la situation nette totale du Groupe hors écart de conversion doit être supérieure à 7 470 millions d'euros ;
- que le ratio dette nette/résultat opérationnel doit être inférieur à 3,0.

Le Groupe respecte ces conditions comme l'illustre le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	2002	2001
Situation nette hors écart de conversion	10 126,1	9 362,8
Dette nette (a)	9 020,7	8 674,5
Résultat opérationnel (b)	4 675,0	4 527,6
Ratio dette nette/résultat opérationnel (a)/(b)	1,9	1,9

Note 25 : Instruments financiers et risque de change

Instruments financiers

Les instruments financiers utilisés par le Groupe ont pour objet la couverture des risques de change et de taux liés à son activité. Chaque instrument utilisé est affecté aux opérations ainsi couvertes. Ces couvertures sont réalisées au moyen d'instruments avec des contreparties bancaires de premier rang. Leur gestion s'effectue principalement de façon centralisée. Les instruments principalement utilisés sont le Cap, le Swap et le Fra.

Risque de change

Les activités du Groupe dans le monde sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays (achats et ventes en devises locales). Par conséquent, l'exposition du Groupe au risque de change sur les opérations commerciales est naturellement limitée.

Elle concerne essentiellement l'importation. Le risque sur les opérations d'importation fermes est couvert par des achats à terme de devises.

D'autre part, la centralisation partielle de la trésorerie du Groupe, issue de différents pays du Groupe et donc libellée en plusieurs devises, a pour conséquence l'utilisation d'instruments de change. Enfin, les investissements prévus dans des pays étrangers sont parfois couverts par des options. Les financements locaux sont généralement effectués dans la devise locale.

La maturité des opérations de change est inférieure à 1 an.

La valeur des positions en cours à la clôture était de :

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Sur opérations commerciales :			
Achats à terme	137,7	509,1	151,4
USD	137,7	499,7	150,5
GBP		0,2	0,9
HKD		9,2	
Ventes à terme	10,1	0,5	1,8
JPY	4,3	0,5	1,8
HKD	5,6		
SGD	0,2		
Sur opérations financières :			
Achats à terme	211,7	12,5	195,2
USD	156,3	12,5	80,3
CHF			114,9
CZK	3,2		
HKD	52,2		
Ventes à terme	244,4	598,1	161,4
USD	123,7	543,6	145,3
CZK	75,0	54,6	16,1
HKD	6,1		
JPY	32,2		
SKK	7,4		
Opérations sur devises :			
- Achats	USD 7,8	39,4	
- Ventes	CZK	39,4	
TOTAL	611,7	1 199,0	509,8

Risque de taux d'intérêt

L'exposition nette du Groupe au risque de variation de taux d'intérêt est réduite par l'utilisation d'instruments financiers constitués de swaps et d'options de taux d'intérêt. La nature des couvertures au 31 décembre 2002 et le montant des capitaux couverts s'analysent comme suit :

Encours annuel (en capitaux moyens) des instruments de couverture

(en millions d'euros)	2003	2004	2005	2006	2007	> 5 ans
Swap de taux d'intérêt fixes						
Euribor/taux fixe trimestriel E/360	2 843	4 068	2 315	29	4	4
Taux moyen pondéré en %	5,28	4,80	4,41	4,39	0,62	0,62
Libor JPY/taux fixe annuel E/360	17	12	0	0	0	0
Taux moyen pondéré en %	0,4638	0,2925	0	0	0	0
Forward rate agreement						
Euribor/taux fixe trimestriel E/360	3 777	313	0	0	0	0
Taux moyen pondéré en %	3,23	3,11	0	0	0	0
Swap de taux d'intérêt variables						
Euribor/taux fixe	5 570	4 367	3 544	3 010	2 388	1 347
USD Libor/taux fixe	70	70	70	70	0	0
Variable/variable (swap de taux d'intérêt)						
Euribor/Euribor	442	231	20	20	20	20
Swap de devises						
Carrefour paie Euribor/CHF fixe	323	323	269	162	40	0
Carrefour paie Euribor/GBP fixe	796	796	796	796	796	796
Carrefour paie Euribor/JPY fixe	79	0	0	0	0	0
Carrefour paie Euribor/NKO fixe	61	61	41	0	0	0
Achats de caps						
Encours moyen	5 673	5 173	0	0	0	0
EUR Euribor prix d'exercice en %	4,50	4,31	0	0	0	0
Prime moyenne pondérée en %	0,26	0,25	0	0	0	0

Taux d'intérêt effectif sur la dette brute moyenne

(en %)	2002	2001	2000
Taux de la dette avant impact des produits de taux	3,98	5,10	6,15
Taux de la dette après impact des produits de taux	4,39	5,42	6,23

Note 26 : Engagements hors-bilan

Les engagements donnés et reçus par le Groupe et non comptabilisés au bilan correspondent à des obligations contractuelles non encore réalisées et subordonnées à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures à l'exercice en cours. Ces engagements sont de trois ordres : ceux liés à la trésorerie, ceux liés à l'exploitation des points de ventes et ceux liés aux acquisitions de titres. En outre, le Groupe a des contrats de location (loyers payables principalement sur les points de vente loués, et loyers recevables principalement sur les boutiques de galeries marchandes) qui représentent également des engagements futurs, donnés ou reçus.

1. Les engagements hors bilan liés à la trésorerie sont composés :

- de lignes de crédits mobilisables représentant les lignes de crédit confirmées mises à la disposition du Groupe et non utilisées à la date de clôture ;
- de cautions et hypothèques données ou reçues principalement dans le cadre de l'activité immobilière du Groupe ;
- d'instruments financiers de couverture de l'exposition au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Ces instruments sont exclusivement présentés en note 25 ;
- d'engagements de crédit donnés par les sociétés financières du Groupe à leur clientèle dans le cadre de leurs activités opérationnelles, ainsi que d'engagements bancaires reçus.

2. Les engagements hors bilan liés à l'exploitation sont composés :

- d'engagements d'achats de terrains dans le cadre des programmes d'expansion du Groupe ;
- de dépendances diverses issues de contrats commerciaux ;
- d'engagements donnés pour l'accomplissement de travaux dans le cadre des programmes d'expansion du Groupe ;
- de garanties locatives et de garanties sur opérateurs de galeries marchandes ;
- de créances garanties ;
- ainsi que d'autres engagements donnés ou reçus.

3. Les engagements liés aux acquisitions de titres sont composés d'engagements fermes reçus d'achat et de vente de titres – majoritairement en France, dans le cadre de l'activité de Franchise du Groupe – ainsi que d'options d'achat de titres et de garanties de passifs. Les garanties de passif reçues ne sont pas valorisées.

Engagements donnés et reçus

(en millions d'euros)	Donnés	Reçus
Liés à la trésorerie	5 263,5	6 679,7
- Relatifs aux sociétés financières	4 374,9	1 901,4
- Relatifs aux autres sociétés	888,6	4 778,3
Liés à l'exploitation	1 072,6	216,6
Liés aux acquisitions de titres	191,9	156,4
TOTAL	11 791,5	13 732,4

Loyers futurs

À fin 2002, le Groupe détenait en pleine propriété 519 hypermarchés sur 704 intégrés, 742 supermarchés sur 1 446 intégrés et 295 maxidiscomptes sur 3 125 intégrés. Les magasins non détenus en pleine propriété font l'objet de contrats de location ayant représenté une charge de 508,5 millions d'euros sur l'exercice 2002 (cf. note 5). 24 % de ces contrats sont à échéance de moins de 5 ans, 35 % à échéance de 5 à 10 ans et 41 % à échéance de plus de 10 ans. Le montant brut des loyers futurs, déterminé en fonction de l'engagement maximal futur pris par le Groupe, aussi bien en termes de durée que de montant pour chacun des contrats de location immobilière existant à ce jour, s'élève à 9 777,9 millions d'euros. L'actualisation de ces loyers futurs sur la base d'un taux d'actualisation de 5,50 % correspond à un engagement de 5 222,3 millions d'euros.

Le Groupe détient par ailleurs des galeries commerciales, principalement autour des hypermarchés et supermarchés, données en location et ayant représenté en 2002 un produit de 204,7 millions d'euros (cf. note 6).

Note 27 : Données financières consolidées au 31 décembre incluant les activités de services en intégration globale

Les activités de services, intégrées par mise en équivalence, sont principalement les sociétés financières S2P en France et Servicios Financieros Carrefour (ex. Financiera Pryca) pour l'Espagne. Les données ci-dessus intègrent ces sociétés en intégration globale

Bilan consolidé après répartition

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Actif immobilisé	25 182,5	27 051,4	28 265,6
Actif circulant	16 459,7	19 209,0	18 352,6
TOTAL ACTIF	41 642,2	46 260,4	46 618,1
Situation nette du Groupe	6 623,3	6 986,4	7 609,5
Intérêts hors Groupe dans les sociétés consolidées	1 117,4	1 395,4	1 455,7
Emprunts	14 318,0	15 602,7	16 017,5
Autres dettes	19 583,5	22 275,9	21 535,4
TOTAL PASSIF	41 642,2	46 260,4	46 618,1

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Ventes hors taxes	68 743,7	69 498,9	64 812,8
Marge commerciale en %	22,6	22,5	23,0
Résultat net courant, part du Groupe	1 389,0	1 206,6	1 050,4

Note 28 : Effectifs

	2002	2001	2000
Effectif moyen du Groupe	386 762	358 501	325 575
Effectif fin d'année Groupe	396 662	382 821	330 247

Les effectifs de GS (Italie), de GB (Belgique) et de Norte (Argentine) ont été pris en compte à partir de 2000.

Sociétés consolidées au 31 décembre 2002

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE

FRANCE	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation	Numéro de Registre du Commerce
@ CARREFOUR B2C MANAGEMENT	100,0	430 472 092
ACTIS	100,0	345 274 310
ALODIS	100,0	345 130 306
AMANDIS	100,0	394 540 348
ANDRENA	100,0	339 363 095
ANNONAY DISTRIBUTION	100,0	310 380 621
ARBADIS	100,0	395 346 406
ARDAN	100,0	408 857 142
BEURAINS DISTRIBUTION	100,0	400 416 251
BOEDIM	100,0	379 874 571
CARAUTOROUTE	100,0	433 970 944
CARCOOP	50,0	317 599 231
CARCOOP FRANCE	50,0	333 955 912
CARFUEL	100,0	306 094 194
CARREFOUR	100,0	652 014 051
CARREFOUR ADMINISTRATIF FRANCE	100,0	428 240 352
CARREFOUR EUROPE	100,0	420 265 845
CARREFOUR FORMATION HYPER FRANCE	100,0	433 970 811
CARREFOUR FRANCE	100,0	672 050 085
CARREFOUR HYPERMARCHÉS FRANCE	100,0	428 767 859
CARREFOUR IMPORT SAS (ex- CRFP2)	100,0	434 212 130
CARREFOUR MANAGEMENT	100,0	403 245 061
CARREFOUR MARCHANDISES INTERNATIONALES	100,0	385 171 582
CARREFOUR MOBILIER HYPERMARCHÉS FRANCE	100,0	433 970 886
CARREFOUR MONACO	100,0	92 502 820
CARREFOUR NOUVEAUX MÉTIERS	100,0	428 780 183
CARREFOUR SERVICES CLIENTS	100,0	423 697 523
CARREFOUR SYSTÈME D'INFORMATION SUPERMARCHÉS CSIS (ex- CMSI)	100,0	415 178 839
CARREFOUR SYSTÈME INFORMATION FRANCE	100,0	433 929 114
CARREFOUR TRÉSO (ex- PROMODES TRESO)	100,0	428 240 337
CARREFOUR VACANCES	100,0	379 601 974
CATARN	100,0	382 012 946
CENTRALE INTERNATIONALE DE MARCHANDISES – CIM	100,0	784 380 586
CENTRE EST ALIMENTATION – CEA	100,0	686 550 120
CHAINDIS SA	100,0	341 583 201
CHAMPION DOMINIQUE	100,0	327 202 677
CHAMPION SUPERMARCHÉS FRANCE (C.S.F)	100,0	440 283 752
CHASEB	100,0	409 499 887
CHESHUNT FRANCE	100,0	391 027 448
CHRISTING	100,0	330 305 558
CLAB	100,0	399 847 003
CLAMARDIS	100,0	349 970 939
CLEDAM	100,0	408 500 007
CM LOGISTIQUE SUD-EST	100,0	546 820 143
CM SUPERMARCHÉ OUEST – CMSO	100,0	421 063 348
CM SUPERMARCHÉS CENTRE – CMSC	100,0	421 063 439

CM SUPERMARCHÉS NORD OUEST CMSNO	100,0	421 063 306
CM SUPERMARCHÉS SUD EST CMSSE	100,0	421 063 256
CMDG	100,0	379 470 651
CMEN	100,0	780 130 126
CMER	100,0	383 836 525
CMMU	100,0	310 226 071
CMUC	100,0	383 774 684
COMMUNAUTÉ BOULONNAISE DE DISTRIBUTION	100,0	775 632 169
COMPAGNIE D'ACTIVITÉ ET DE COMMERCE INTERNATIONAL – CACI	100,0	352 860 084
COMPTOIRS MODERNES SA	100,0	575 450 317
CONTINENT 2001	100,0	430 209 650
CONTINENT FRANCE	100,0	430 209 288
CONTINENT HYPERMARCHÉS	100,0	723 820 239
CRFP1	100,0	434 210 985
CRFP3	100,0	434 100 467
CRFP4	75,0	440 160 570
CRIDIS	100,0	380 257 675
CRIDIS 2	100,0	432 245 686
CROIX DAMPIERRE	91,6	780 680 781
CSD	74,0	326 220 654
CSD TRANSPORTS	74,0	433 859 154
CV LOGISTIQUE	100,0	379 956 915
DAHLIACO	100,0	423 259 431
DALCINE	100,0	384 776 902
DAUPHINOISE DE PARTICIPATIONS	100,0	337 748 552
DAVECHRIS	100,0	384 804 134
DCR	100,0	306 354 960
DELSODIS	100,0	392 360 988
DISTRIBUTION AUX COLLECTIVITÉS – DISCOL	100,0	788 261 659
DOP 4	100,0	345 130 520
DUO CONTI	100,0	433 805 124
ED FONCIÈRE RÉGION NORD	100,0	444 525 992
ED FRANCHISE SAS	100,0	434 193 454
EPAGAM	100,0	420 225 104
ERTECO	100,0	303 477 038
ETS CATTEAU	100,0	576 280 101
EUROMARCHÉ	100,0	780 060 414
FORGES LES EAUX	100,0	419 532 916
FORUM DÉVELOPPEMENT	100,0	381 485 176
GEDEL	100,0	395 104 243
GENEDIS	100,0	345 130 512
GML - GRANDS MAGASINS LABRUYERE	50,0	314 832 387
GML FRANCE	50,0	397 894 296
GONINET	100,0	315 770 123
GOUDY	100,0	353 898 125
GUIROVI	99,9	381 618 461
HAUTS DE ROYA	100,0	428 470 900

COMPTES CONSOLIDÉS

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE

HERVAU	100,0	353 869 662
HOLDIM	100,0	345 275 408
IMMOBILIÈRE CARREFOUR	99,5	323 439 786
IMMOBILIÈRE ERTECO SNC	100,0	389 526 617
INTERDIS	100,0	421 437 591
JAPIERRE	100,0	325 774 338
JOUGNOISE DE PARTICIPATIONS	100,0	414 945 261
LA POINCARIENNE	100,0	423 097 757
LALAUDIS	99,0	339 176 885
LAPALUS & FILS (ÉTABS)	100,0	795 920 172
LOGIDIS	100,0	303 010 789
LOGIMA	100,0	418 048 567
L'UNION ET COMPAGNIE	100,0	330 243 064
MAISON JOHANÈS BOUBÉE	100,0	775 583 248
MANDY	99,8	319 449 708
MANOLY	99,9	331 171 223
MARJORIE	100,0	347 619 645
MATEDIS	100,0	383 230 703
MONDIS	100,0	381 418 698
MONTESUD	99,9	334 299 336
MONTVERT	99,9	379 843 139
MORANGIS DISTRIBUTION – MORANDIS	100,0	330 726 571
OOSHOP	95,0	420 153 538
P.R.M.	100,0	352 442 826
PHILEVE	99,9	347 970 592
PRIMO	100,0	320 708 050
PRODIM	100,0	345 130 488
PRODIREST	100,0	342 418 530
PROFIDIS	100,0	323 514 406
PROFIDIS & CIE	99,0	327 753 372
PROMODES FRANCE	100,0	348 593 575
PROMOTION DISTRIBUTION DU VAL D'OISE – PRODIVO	100,0	351 382 791
PROPO	100,0	410 690 101
PROVIDANGE	100,0	352 367 239
ROCHEDIS	100,0	352 057 046
S 2M I	100,0	440 272 789
SADIM	100,0	303 083 034
SARCA	100,0	321 484 131
SARL DE SAINT-HERMENTAIRE	100,0	384 235 602
SCI POUR LE COMMERCE	100,0	378 384 002
SCI SOGARA MÉRIGNAC	50,0	307 048 975
SEC GOULET TURPIN	100,0	337 381 396
SEDIS	100,0	424 120 095
SELIMA	100,0	411 495 369
SEPG	100,0	997 848 312
SERDIS	100,0	339 954 315
SERVICE AUTOMOBILE CARREFOUR	100,0	392 474 060
SERVICE AUTOMOBILE SOGARA	50,0	401 107 545

SET	100,0	433 964 202
SISP	100,0	349 146 878
SNC ED	100,0	381 548 791
SNE & CIE – SOCIÉTÉ NOUVELLE D'EXPLOITATION	100,0	388 182 388
SNEC – SOCIÉTÉ NIORTAISE D'EXPLOITATION COMMERCIALE	50,0	393 600 028
SNM – SOCIÉTÉ NOUVELLE MONTESSON	100,0	404 703 522
SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PLOEUCOISE – SODIP	100,0	325 517 464
SOCIÉTÉ DELAY	99,8	339 548 026
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS J. CONSTANS	100,0	784 144 354
SOCIÉTÉ DES HYPERMARCHÉS DE LA VEZERE	50,0	382 824 761
SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION AMIDIS & Cie	100,0	319 730 339
SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES ÉTS BORENAVE – IMBAPRIX – SEEBI	99,9	307 036 129
SOCIÉTÉ DU LONG RAYAGE	100,0	352 900 732
SOCIÉTÉ FECAMPOISE DE SUPERMARCHÉS	100,0	305 490 039
SOCIÉTÉ NOUVELLE SOGARA	50,0	441 037 405
SOCIÉTÉ POYAISE D'ALIMENTATION (SEPA)	99,0	329 177 273
SODIPAR 92	100,0	344 161 435
SODISOR	100,0	788 358 588
SODISPO	100,0	403 198 06
SOFRÉD	100,0	342 213 253
SOGADIS	100,0	321 357 543
SOGARA	50,0	662 720 341
SOGARA FRANCE	50,0	397 509 647
SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION CARCOOP	50,0	408 505 824
STOC SUD EST – STOC S.E.	100,0	398 155 606
SJESCUN	100,0	340 023 936
SUPERMARCHÉ ARMAGNACAI (SASMA)	100,0	304 900 640
TERRADIS	100,0	331 015 958
TOURANGELLE DE PARTICIPATIONS	100,0	339 487 787
TROCADIS	100,0	393 403 092
VALDIM	100,0	96 420 096
VETTER	100,0	333 834 331
VLS DISTRIBUTION (SUPERMARCHÉ SCHALLER)	100,0	340 468 321

Sociétés consolidées au 31 décembre 2002

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
ALLEMAGNE	
PROMOHYPERMARKT AG & Co. KG	100,0
PROMOHYPERMARKT INTERNATIONAL	100,0
ARGENTINE	
CARREFOUR ARGENTINA SA	100,0
DIA ARGENTINA SA	100,0
SUPERMERCADOS NORTE	100,0
CARREFOUR AMERICAS	100,0
BELGIQUE	
ABLO	100,0
BIGG'S CONTINENT NOORD SA	100,0
BIGG'S SA	100,0
CARGOVIL (ex-OUTEX)	100,0
CARREFOUR BELGIUM	100,0
CENTRE DE COORDINATION CARREFOUR	100,0
COTRADIS	100,0
CUSTOMER LOYALTY PROGRAM BELGIUM – CLPB	97,1
ECLAIR	100,0
EXTENSION BEL-TEX	100,0
FILMAR	100,0
FILUNIC	100,0
FOURCAR BELGIUM SA	100,0
FRESHFOOD	100,0
GB RETAIL ASSOCIATES SA	100,0
GIB MANAGEMENT SERVICES	100,0
GMR	100,0
KEY SYSTEM	100,0
MABE	100,0
R&D FOOD	100,0
ROB	100,0
SOCIETE RELAIS	100,0
SOUTH MED INVESTMENTS	100,0
STIGAM	100,0
SUPERTRANSPORT	100,0
TECHNICAL MAINTENANCE SERVICE – TMS	100,0
SERCAR	100,0

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
BRÉSIL	
BREPA COMERCIO PARTICIPACAO LTDA	99,8
CARREFOUR AMERICAS	100,0
CARREFOUR COMMERCIO E INDUSTRIA LTDA	99,8
CARREFOUR GALERIAS COMERCIAIS LTDA	99,8
CARREFOUR PARTICIPACOES SA	99,8
CARREFOUR VIAGENS E TURISMO LTDA.	99,8
CFR PARTICIPACOES LTDA	99,9
CHAMP PARTICIPACOES LTDA.	99,8
CONTPAR PARTICIPACOES LTDA.	99,8
DIA BRASIL	100,0
ELDORADO	99,8
FARO TRADING SA	99,8
IMOPAR PARTICIPCOES E ADMINISTRACAO IMOBILIARIA LTDA	99,8
JUNPAR PARTICIPACOES LTDA.	99,8
LOJIPART PARTICIPACOES SA	99,8
LOPAR PARTICIPACOES LTDA.	99,8
MAPAR PARTICIPACOES LTDA.	99,8
MAUA PARTICIPACOES	99,8
NOVA FOCCAR FACTORING FOMENTO COMERCIAL LTDA	99,8
NOVA GAULE COMERCIO E PARTICIPACOES S.A.	99,8
RDC FACTORING LTDA	99,8
VANPAR PARTICIPACOES LTDA.	99,8
CARREFOUR PARTICIPACOES E ADMINISTRACAO SA	99,8
NTC TRADING S/A	99,8
CHILI	
CARREFOUR CHILE S.A.	100,0

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
CHINE	
BEIJING JIACHUANG COMMERCIAL MNGT ADV SVCE CRP	60,0
BEIJING LEYI COMMERCIAL AMD TRADE DEV CORP LTD	83,6
CARREFOUR (CHINA) MANAGEMENT & CONSULTING SERVICES CO.	100,0
CHENGDU CARREFOUR HYPERMARKET CHAINSTORE COMPANY	65,0
CHENGDU YUSHENG INDUSTRIAL DEVELOPMENT CO LTD	93,0
CHANGSHA CARREFOUR HYPERMARKET	65,0
CHONGQING CARREFOUR HYPERMARKET CHAIN STORE	55,0
DALIAN JIA FU SHOPPING MALL CO., LTD	100,0
DALIAN JIA FU SUPERMARKET CO., LTD	100,0
DONGGUAN DONESHENG SUPERMARKET CO	83,7
GUANGZHOU PRESIDENT SUPERMARKET CO	55,0
JIAFU TIANJIN INTERNATIONAL TRADING CO., LTD	55,0
NANJING YUEJIA SUPERMARKET CO LTD	75,0
NINGBO LEFU INDUSTRIAL MANAGEMENT CO, LTD	92,5
NINGBO LEHAI ENTERPRISE MANAGEMENT & CONSULTANT CO., LTD	100,0
NINGBO NINGJIA SUPERMARKET CO., LTD	94,4
PROMODES FOODSTUFF (BEIJING) LTD.CO.	100,0
PROMODES PROPERTY MANAGEMENT CO.	95,0
QINGDAO CONTINENT REAL ESTATE DEVELOPMENT CO.	100,0
QINGDAO JIAKANG ENTERPRISE MANAGEMENT & CONSULTANT CO., LTD	100,0
QINGDAO MINGDA SUPERMARKET CO., LTD	95,0
SHANGAI CARHUA SUPERMARKET LTD	55,0
SHENYANG CARREFOUR HYPERMARKET CO LTD	100,0
SHENZHEN LERONG SUPERMARKET CO LTD	75,0
VICOUR LIMITED	100,0
WUHAN HANFU CHAIN SUPERMARKET CO LTD	100,0
WUXI YUEFU SUPERMARKET Co.	70,8
ZUHAI LETIN HYPERMARKET CO., LTD	100,0

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
COLOMBIE	
GSC SA - GRANDES SUPERFICIES DE COLOMBIA	55,0
CORÉE	
CARREFOUR KOREA LTD	100,0
ESPAGNE	
CARREFOUR CANARIAS, S.A.	93,2
CARREFOUR NAVARRA, S.L.	93,2
CARREFOUR NORTE, S.L.	93,2
CENTROS COMERCIALES CARREFOUR, S.A.	93,2
DISTRIBUIDORA INTERNACIONAL DE ALIMENTACION (DIASA)	100,0
E-Carrefour SA	93,2
GROUP SUPECO MAXOR	93,2
INVERSIONES PRYCA, S.A.	100,0
OPTICAS CARREFOUR, S.A.	93,2
PUNTOCASH, S.A.	100,0
SIDAMSA CONTINENTE HIPERMERCADOS, S.A.	100,0
SOCIEDAD DE COMPRAS MODERNAS, S.A. (SOCOMO)	93,2
SUBMARINO HISPANIA, S.L. UNIPERSONAL	93,2
SUPERMERCADOS CHAMPION Y CIA-SIMANE	93,2
SUPERMERCADOS CHAMPION, S.A.	93,2
VIAJES CARREFOUR, S.L.UNIPERSONAL	93,2
GRÈCE	
CARREFOUR MARINOPOULOS	50,0
DIA HELLAS	80,0
HONG KONG	
CARREFOUR ASIA LTD	100,0
CARREFOUR GLOBAL SOURCING ASIA	100,0
CARREFOUR TRADING ASIA LTD	100,0
INDONÉSIE	
PT CONTIMAS UTAMA INDONESIA	100,0
PT CARTI SATRIA MEGASWALAYAN	70,0
PT CARTISA PROPERTI INDONESIA	70,0

COMPTES CONSOLIDÉS

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
ITALIE	
ALICENTRO 2	96,9
BETA 2003 Srl	96,9
CARREFOUR ITALIA	100,0
CARREFOUR ITALIA COMMERCIALE	100,0
CARREFOUR ITALIA FINANZIARIA	100,0
CARREFOUR ITALIA IMMOBILIARE	100,0
FINCOMER SRL	100,0
FINMAR	96,9
FINMAR SPA	96,9
GS (EX ATENA)	96,9
HYPERMARKET HOLDING	100,0
IMMOBILIARE STELLARE	100,0
MIRTO 92	96,9
RBM ERREBIEMME	96,9
SEROMA	96,9
SOCIETA COMERCIO MERIDONIALE	100,0
SOCIETA SVILUPPO COMMERCIALE	100,0
JAPON	
CARREFOUR JAPAN	100,0
MALAISIE	
CARREFOUR MALAYSIA SDN BHD	100,0
MAGNIFICENT DIAGRAPH SDN-BHD	100,0
MEXIQUE	
CARREFOUR DE MEXICO	100,0
GRANDES SUPERFICIES DE MEXICO SA de CV	100,0
GRUPO CARREFOUR	100,0
HIPERMERCADOS CARREFOUR S.A. de C.V.	100,0
HIPERSERVICIOS CARREFOUR, S.A. de C.V.	100,0
OPERADORA DE SERVICIOS CARREFOUR, S.A. de C.V.	100,0

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
PAYS-BAS	
ALCYON BV	93,2
CARREFOUR CHINA HOLDINGS BV	100,0
CARREFOUR NEDERLAND BV	100,0
FOURCAR BV	100,0
FRANCOFIN BV	100,0
HAXTUN HOLDING BV	100,0
HYPER GERMANY BV	100,0
HYPER GERMANY HOLDING BV	100,0
HYPER INVEST BV	100,0
INTERCROSS ROADS BV	100,0
MILDEW BV	100,0
NORFIN BV	100,0
PMD INTERNATIONAL BV	100,0
SOCA BV	100,0
POLOGNE	
CARREFOUR POLSKA	100,0
GLOBI	100,0
PORTUGAL	
CARIGES SA	100,0
CARREFOUR (PORTUGAL)	99,8
CARREFOUR IMOBILIARIA CONSTRUÇOES	99,8
DATA TRADE	99,8
DIA Portugal SUPERMERCADOS	100,0
EPCJ - SOCIEDADE IMOBILIARIA SA	99,8
LISPETROLEOS	99,8
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	
CARREFOUR CIESKA REPUBLIKA	100,0
EDEN DEVELOPMENT	100,0
L'OPTIQUE CARREFOUR	100,0
USTI NAD LABEM Shopping Center	100,0

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
SINGAPOUR	
CARREFOUR SINGAPOUR PTE LTD	100,0
CARREFOUR SOUTH EAST ASIA	100,0
SLOVAQUIE	
ATERAITA	100,0
CARREFOUR SLOVENSKO	100,0
SUISSE	
DISTRIBUTIS SA	40,0
CARREFOUR SUISSE	100,0
CARREFOUR WORLD TRADE	100,0
HYPERDEMA (PHS)	100,0
PROMOHYPERMARKT AG (PHS)	100,0

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
TAÏWAN	
PRESICARRE	60,0
THAÏLANDE	
CENCAR LTD	100,0
NAVA NAKARINTR LTD	100,0
SSCP THAÏLAND LTD	100,0
TURQUIE	
CARREFOUR SABANCI TICARET MERKEZI AS CARREFOURSA	60,0
DIA SABANCI SUPERMARKETLERI TICARET ANONIM SIRKETI	60,0

Le pourcentage d'intérêt est égal au pourcentage de contrôle.

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

FRANCE	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation	Numéro de Registre du Commerce
ALTIS	50,0	310 710 223
BEARBULL	50,0	423 143 718
CARMA	50,0	330 598 616
CARMA VIE	50,0	428 798 136
DÉFENSE ORLEANAISE	50,0	085 580 728
DISTRIMAG	50,0	301 970 471
HAMON INVEST	50,0	431 586 502
HYPARLO	20,0	779 636 174
HYPERMARCHES DES 2 MERS - H2M	50,0	393 248 554
PROVENCIA SA	50,0	326 521 002
S2P - SOCIÉTÉ DES PAIEMENTS PASS	60,0	313 811 515
SA BLADIS	33,3	401 298 583
SCI LATOUR	60,0	333 337 053
SOCIÉTÉ RÉSEAU FRANCE BILLET	45,0	414 948 638
SOCIÉTÉ SUPERMARCHÉ DU BASSIN - SSB	50,0	324 754 894

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
ARGENTINE	
BANCO CETELEM ARGENTINA SA	40,0
BANCO DE SERVICIOS FINANCIEROS SA	60,0
HIPERBROKER	65,0
BELGIQUE	
FIMASER	60,0
BRÉSIL	
AGROPECUARIA LABRUNIER LTDA	99,8
AGROPECUARIA ORGANICA DO VALE	76,7
AGROPECUARIA VALE DAS UVAS SARL	99,8
CARREFOUR ADMINISTRADORA DE CARTOES DE CREDITO, COMERCIO E PARTICIPACOES LTDA	59,9
FAZENDA SAO MARCELO SA	99,8
ESPAGNE	
CENTROS SHOPPING GESTION, S.L.	46,6
COSTASOL DE HIPERMERCADOS, S.L.	31,7
FEU VERT IBÉRICA, S.A.	46,6
SERVICIOS FINANCIEROS CARREFOUR EF.C. (Financiera Pryca)	52,1
FINANDIA E.F.C.	100,0
GLORIAS PARKING S.A.	46,6

	Pourcentage d'intérêt retenu en consolidation
ESPAGNE (suite)	
DIAGONAL PARKING, S.C.	53,6
ILITURGITANA DE HIPERMERCADOS, S.L.	31,7
INTERING SA	46,6
SEGUROS CARREFOUR SA	69,9
SICIONE, S.A.	32,2
ITALIE	
IPER ORIO SpA	50,0
IPER PESCARA SpA	50,0
PORTUGAL	
MODELO CONTINENTE HIPERMERCADOS SA	22,4
ROUMANIE	
HIPROMA	50,0
ROYAUME-UNI	
COSTCO UK LIMITED	20,0
SUISSE	
DISTRIBUTIS MONCOR SA	20,0
TAÏWAN	
CARREFOUR FINANCIAL CONSULTING	50,4

Rapport de certification des comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Carrefour S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la mention de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable lié à la première application du règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs du 7 décembre 2000 et son absence de conséquences sur le compte de résultat et les capitaux propres à l'ouverture.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2003

Les Commissaires aux comptes

Barbier Frinault & Autres
Réseau Ernst & Young

Patrick Malvoisin

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Jean-Luc Decornoy

COMPTES SOCIAUX

RAPPORT DE GESTION arrêté par le Conseil d'Administration du 4 mars 2003

Mesdames et Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire à l'effet de vous rendre compte de l'activité de votre Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002 et de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice.

Nous vous proposerons en outre :

- de nommer deux Administrateurs ;
- de renouveler les mandats de Commissaires aux comptes de votre Société ;
- de nommer de nouveaux Commissaires aux comptes titulaire et suppléant ;
- d'autoriser votre Conseil à racheter des actions propres de la Société en vue, notamment, de la régularisation du cours de Bourse de l'action ou de consentir des options d'achat d'actions.

I – ACTIVITÉS ET RÉSULTATS

La société Carrefour assume un rôle de holding, gère à ce titre des participations en France et à l'étranger.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 231 millions d'euros et correspondent essentiellement aux refacturations intra-groupe.

Le résultat financier passe de 299 millions d'euros en 2001 à 965 millions d'euros en 2002.

Le résultat bénéficiaire s'établit à 528 435 381,26 d'euros.

II – PARTICIPATIONS

Au cours de l'exercice 2002, Carrefour a souscrit à des augmentations de capital de filiales pour 4 millions d'euros et a acquis des titres de participations pour 639 millions d'euros, dont :

CENTROS COMERCIALES CARREFOUR (O.P.E.)	623 millions €
COMPTOIRS MODERNES	13 millions €

Par ailleurs, les créances rattachées aux participations ont diminué de 189 millions d'euros.

III – AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons d'affecter et de répartir le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Le bénéfice de l'exercice de :	528 435 381,26 €
Diminué de la dotation à la réserve légale	26 421 769,06 €
Majoré du report antérieur bénéficiaire de	7 346 488,48 €
soit	509 360 100,68 €
Recevrait l'affectation suivante :	
Paiement du dividende ainsi que prévu ci-après	458 330 733,44 €
Report à nouveau du solde	51 029 367,24 €

Nous vous proposons de fixer à 458 330 733,44 d'euros le montant du dividende de l'exercice 2002, montant qui serait prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Chaque action recevrait ainsi un dividende de 0,64 d'euro donnant droit à un avoir fiscal de 10 % ou 50 %, utilisable par les actionnaires, dans les conditions légales, sous leur propre responsabilité.

En application de la loi, nous rappelons que le revenu global distribué à chaque action, au titre des trois exercices précédents, a été le suivant :

Exercice	Dividende distribué	Revenu global	Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)
1999	0,90 €	1,35 €	0,45 € **
2000 *	0,50 €	0,75 €	0,25 € **
2001	0,56 €	0,84 €	0,28 € **

* Il a été attribué en 2000 une action gratuite pour une action ancienne.

** Les dernières lois de Finances ont prévu que, dans certains cas, l'avoir fiscal n'est pas égal à 50 % du dividende versé.

Le dividende de l'exercice 2002 sera mis en paiement à compter du 17 avril 2003.

IV – NOMINATIONS D'ADMINISTRATEURS

Afin d'augmenter la proportion d'Administrateurs indépendants au sein de votre Conseil, nous soumettons à votre approbation les nominations de Madame Sylvia Jay, Directeur Général de la British Food and Drink Federation, et de Monsieur Pierre Rodocanachi, Senior Vice-Président de Booz-Allen & Hamilton Inc.

V – MANDATS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les mandats des Commissaires aux comptes titulaires et suppléants de la Société étant arrivés à expiration, nous vous proposons :

1) de renouveler les mandats de :

- Commissaire aux comptes titulaire de KPMG Audit- Département de KPMG SA,
- Commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Alain Feuillet.

2) de nommer en qualité de :

- Commissaire aux comptes titulaire Deloitte Touche Tohmatsu – 185, avenue Charles-de-Gaulle (92524) Neuilly-sur-Seine Cedex,
- Commissaire aux comptes suppléant Société Beas - 7-9, Villa Houssay (92524) Neuilly-sur-Seine Cedex.

Les mandats de Commissaire aux comptes titulaire de Barbier Frinault & Autres et de Commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Paul Hurtut ne seraient pas renouvelés.

Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes au titre de l'exercice (en millions d'euros)	Ernst & Young (Barbier Frinault)		KPMG	
	Montant	%	Montant	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification examen des comptes individuels et consolidés	3,5	84,6	3,5	74
Autres missions accessoires et autres missions d'audit	0,2	5,5	0,5	10
Sous-total	3,7	90,1	4,0	84
Autres Prestations :				
Juridique, fiscal, social	0,4	9,9	0,6	13
Autres			0,1	
Sous-total	0,4	9,9	0,7	16
TOTAL	4,1	100	4,7	100

VI – ÉVOLUTION DU CAPITAL

Options sur actions Carrefour

Carrefour associe pleinement les cadres et les dirigeants du Groupe à son développement en leur offrant des options de souscription d'actions de la Société dont l'émission est réalisée conformément aux dispositions des articles L 225-177 à L 225-184 du Code de Commerce et dans le cadre des autorisations conférées au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Votre Conseil n'a pas fait usage au cours de l'exercice de l'autorisation que vous lui aviez consentie lors de l'Assemblée du 23 avril 1998.

Au cours de l'exercice, 9 000 actions ont été souscrites par les bénéficiaires de plans et 72 actions ont été créées suite à l'exercice de bons de souscription d'actions.

Au cours de l'exercice 2002, 1 084 800 actions ont été acquises par les bénéficiaires des plans d'options d'achat d'actions en vigueur.

Acquisitions d'actions Carrefour

Au cours de l'exercice 2002, Carrefour n'a pas fait usage de votre autorisation, en date du 23 avril 2002, d'acheter des actions dans le cadre de la régularisation des cours.

Votre Conseil vous demande, pour faire face à toute éventualité, de renouveler cette autorisation, conformément aux dispositions de l'article L 225-209 du Code de Commerce.

Le prix maximum d'achat pour les actions serait fixé à 75 euros et le prix minimum de vente à 25 euros.

Eu égard à la mise en place le 7 février 2003 d'un programme de rachat d'actions, l'autorisation dont nous sollicitons le renouvellement ne prendrait effet qu'à compter du 23 octobre 2003.

Échange d'actions Carrefour

Au cours de l'exercice 2002, votre Société a remis 9 728 308 actions propres qu'elle détenait en portefeuille, dans le cadre de l'offre publique d'échange initiée sur les titres de sa filiale espagnole Centros Comerciales Carrefour.

Ces 9 728 308 actions propres ont été remplacées par 32 427 693 actions de ladite société Centros Comerciales Carrefour.

Augmentation du capital

Conformément à l'autorisation consentie au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 12 décembre 2002, votre Société a augmenté son capital de 4 976 845 actions nouvelles en rémunération des actions apportées par les actionnaires de Centros Comerciales Carrefour à l'offre publique d'échange initiée sur les titres de ladite société.

Actionnariat des salariés

Nous vous informons que les salariés du Groupe, par l'intermédiaire des Fonds Communs de Placements d'entreprises, détenaient 2,98% du capital de la Société à la clôture de l'exercice.

VII - INFORMATIONS VISÉES À L'ARTICLE 233-13 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous avisons qu'à la clôture de l'exercice 2002, la société Paroma – société ayant son siège à Mondeville (14120) ZI - Route de Paris – détenait plus du vingtième des droits de vote.

VIII - DISPOSITIONS DE LA LOI DITE NRE (Nouvelles Régulations Économiques)

Présidence et Direction Générale

Au cours de sa séance du 23 avril 2002, le Conseil d'Administration s'est prononcé en faveur du cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, exercées par Monsieur Daniel Bernard, assisté de Monsieur Joël Saveuse, Directeur Général Délégué.

Liste des fonctions des Administrateurs

Conformément aux dispositions de l'Article L 225-102-1 (3^e alinéa) du Code de Commerce, vous trouverez ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toute société par chacun des mandataires sociaux au cours de l'exercice :

Jacques BADIN

Administrateur de BANQUE EUROFIN.

Daniel BERNARD

Au sein du Groupe CARREFOUR
Président-Directeur Général de CARREFOUR, Vice-Président de DIASA, Administrateur de COMPTOIRS MODERNES, de ERTECO, de GRANDES SUPERFICIES DE COLOMBIA, de PRESICARRE, de CARREFOUR COMERCIO E INDUSTRIA, de CENTROS COMERCIALES CARREFOUR, de FINIPER et de GS, Gérant de SISF, Directeur Exécutif de CARREFOUR AMERICAS LTDA et Directeur de VICOUR.

Administrateur de ALCATEL et de SAINT-GOBAIN

Christian BLANC

Administrateur de CAP GEMINI, de JC DECAUX, de THOMSON MULTIMEDIA (TMM) et de la COFACE.

Philippe FORIEL-DESTAZET

Vice-Président du Conseil d'Administration de ADECCO SA, Président du Conseil d'Administration de NESCOFIN UK Ltd, Administrateur de AKILA FINANCE SA et de SECURITAS AB.

Paul-Louis HALLEY

Administrateur de SND HALLEY FRERES, de BNP PARIBAS, de NOYON SA et Président du Conseil de Surveillance de PAROMA SA.

Robert HALLEY

Président de SND HALLEY FRERES, Président de IVALDES, Président de EVALDES et Gérant de IVALCO.

François HENROT

Membre du Conseil de Surveillance de COGEDIM, Membre du Conseil de Surveillance de PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE, Administrateur de MONTUPET et de ERAMET, Associé Gérant de ROTHSCHILD & CIE BANQUE et Membre du Conseil de Surveillance de VALLOUREC.

Carlos MARCH

Président de BANCA MARCH, Président de CORPORACION FINANCIERA ALBA et Vice-Président de la FONDATION MARCH.

Joël SAVEUSE

Directeur Général Délégué de la société CARREFOUR, Président de CARREFOUR EUROPE, Président Administrateur de CARIGES, Administrateur de CARREFOUR BELGIUM, Directeur de CARREFOUR COMERCIO E INDUSTRIA, Vice-Président de CENTROS COMERCIALES CARREFOUR, Administrateur de DISTRIBUTIS, de GS et de CARREFOUR SABANCI TICARET MERKEZI AS CARREFOUR.

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, sont indiquées ci-après les rémunérations totales, y compris les avantages de toute nature, versées durant l'exercice 2002 par la Société et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-16 du Code de Commerce à chaque mandataire, savoir :

Daniel Bernard, Président-Directeur Général2 650 435,94 €

Joël Saveuse, Directeur Général Délégué1 282 649,07 €

Jetons de présence versés aux Administrateurs de la Société :

Daniel Bernard60 976,61 €

Joël Saveuse30 489,80 €

Chaque Administrateur non dirigeant.....30 489,80 €

IX – ÉVOLUTION RÉCENTE

Les perspectives des premiers mois de l'année en cours sont évoquées dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Le Conseil d'Administration

COMPTES SOCIAUX

Bilan au 31 décembre

ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	Brut	2002 Amortissements & provisions	Net	2001 Net	2000 Net
Immobilisations incorporelles		15 986	1 360	14 626	15 028	15 498
Immobilisations corporelles						
Terrains		3	-	3	3	3
Constructions		15	8	7	7	8
Autres immobilisations corporelles		11	6	5	8	7
Immobilisations financières						
Participations et créances rattachées		15 432	227	15 205	14 888	10 643
Prêts et autres immobilisations financières		462	-	462	498	43
Actif immobilisé	2	31 909	1 601	30 308	30 433	26 202
Créances		1 963	-	1 963	2 012	2 088
Valeurs mobilières de placement	4	459	104	355	655	430
Disponibilités		569	-	569	268	113
Comptes de régularisation		105	-	105	28	84
Actif circulant	3	3 096	104	2 992	2 963	2 715
TOTAL ACTIF		35 005	1 705	33 300	33 396	28 917

PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	Avant répartition			Après répartition		
		2002	2001	2000	2002	2001	2000
Capital social	5	1 790	1 778	1 778	1 790	1 778	1 778
Primes d'émission et de fusion		16 254	16 322	16 677	16 254	16 070	16 321
Écart de réévaluation		-	-	-	-	-	-
Réserve légale		93	36	67	119	61	68
Réserves réglementées		578	228		578	569	198
Autres réserves		-	-	146	-	-	-
Report à nouveau		7	4	23	51	-	-
Résultat de l'exercice		528	508	29	Affecté	Affecté	Affecté
Provisions réglementées	6	3	7	7	3	7	7
Capitaux propres		19 253	18 883	18 727	18 795	18 485	18 372
Provisions pour risques et charges	6	184	86	74	184	86	74
Dettes financières							
Emprunts obligataires		7 607	6 668	5 990	7 607	6 668	5 990
Emprunts auprès des établissements de crédits		2 139	3 626	3 365	2 139	3 626	3 365
Emprunts et dettes financières divers		1	1	18	1	1	18
Dettes d'exploitation							
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		78	120	105	78	120	105
Dettes fiscales et sociales		585	583	11	585	583	11
Autres dettes d'exploitation		35	2	2	35	2	2
Dettes diverses							
Autres dettes diverses		3 418	3 426	625	3 876	3 824	980
Comptes de régularisation		-	-	-	-	-	-
Dettes	7	13 863	14 426	10 116	14 321	14 824	10 471
TOTAL PASSIF		33 300	33 396	28 917	33 300	33 396	28 917

COMPTES SOCIAUX

Compte de résultat

CHARGES

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Charges d'exploitation			
Autres achats et charges externes	157	193	160
Traitements et salaires, charges sociales	40	37	34
Dotations d'exploitation aux amortissements et provisions	64	70	33
Impôts, taxes et autres charges d'exploitation	12	5	3
TOTAL	273	305	230
Quote-part de résultat	(2)	1	11
Charges financières			
Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations	341	75	31
Intérêts et charges assimilés	950	917	742
TOTAL	1 291	992	773
Charges exceptionnelles			
Sur opération de gestion	1	14	19
Sur opération en capital	758	2 342	1 174
Dotation aux amortissements et provisions	400	525	452
TOTAL	1 159	2 881	1 645
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	(275)	(222)	(144)
Total des charges	2 446	3 957	2 515
Bénéfice	528	508	29
Total général	2 974	4 464	2 544

PRODUITS

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Produits d'exploitation			
Reprises sur amortissements et transferts de charges	1	4	32
Autres produits	230	271	195
TOTAL	231	275	227
Produits financiers			
De participations	1 612	855	384
Autres intérêts et produits assimilés, produits de cession de VMP	385	432	282
Reprises sur provisions	259	3	184
TOTAL	2 256	1 291	850
Produits exceptionnels			
Sur opérations en capital	433	2 826	1 442
Reprises sur provisions	54	72	25
TOTAL	487	2 899	1 467
TOTAL DES PRODUITS	2 974	4 465	2 544
Total général	2 974	4 465	2 544

Tableau de trésorerie

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Résultat net	528	508	29
Dotation aux amortissements	444	543	464
Dotation (nette) aux provisions	155	1	(6)
Moins (plus-)values sur cessions d'immobilisations	27	(392)	(286)
Autres variations	(10)	-	(150)
Trésorerie brute issue des opérations	1144	660	51
Variation des autres créances et dettes	352	2 637	(1 433)
Autres mouvements	-	-	-
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	1496	3 297	(1 382)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	(33)	(15 451)
Acquisitions des titres de participation	(20)	(7 067)	(3 424)
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-
Cessions de titres de participations	23	2 825	17 707
Variation des autres immobilisations financières	221	2	38
Autres ⁽¹⁾	(623)	-	-
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(399)	(4 273)	(1 130)
Augmentation de capital ⁽²⁾	238	(0)	818
Dividendes versés	(391)	(351)	(310)
Augmentation nette de l'endettement	(548)	922	3 853
Variation des créances et dettes intragroupe	(395)	786	(2 069)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	(1 096)	1 357	2 292
Variation nette de la trésorerie	1	380	(220)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	923	543	763
Trésorerie à la clôture de l'exercice	924	923	543
Variation nette de la trésorerie au bilan	1	380	(220)

⁽¹⁾ En 2002, ce poste correspond à la rémunération des titres Centros Comerciales Carrefour apportés dans le cadre de l'Offre Publique d'Échange.

⁽²⁾ En 2002, le montant comprend principalement l'augmentation de capital de 211 millions d'euros effectuée dans le cadre de l'OPE pour rémunérer l'acquisition des titres Centros Comerciales Carrefour.

Note 1

Principes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux principes et méthodes définis par le règlement 99-03 du Comité de Réglementation Comptable, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
 - indépendance des exercices.
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La règle d'évaluation utilisée pour établir ces comptes est celle des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie économique prévue du bien :

Constructions

Bâtiments.....	20 ans
Sols.....	10 ans
Agencements et aménagements des constructions.....	8 ans
Mali de fusion.....	40 ans
Autres.....	4 à 10 ans

Les actifs dont les perspectives de rentabilité future ne permettent plus de recouvrer leur valeur nette comptable font l'objet d'un amortissement exceptionnel. Cet amortissement est déterminé par comparaison entre la valeur nette comptable de l'actif et sa valeur d'utilité, estimée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs sur la durée d'utilité.

Participations et créances rattachées

Leurs valeurs brutes sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Ces éléments sont dépréciés lorsqu'en tenant compte de prévisions réalistes d'exploitation, il existe un risque que la quote-part de l'actif net détenue par Carrefour reste inférieure au coût d'achat.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice, à l'exception de celles ayant fait l'objet de couverture. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est, le cas échéant, portée au bilan en "Comptes de régularisation".

Indemnités de départ à la retraite

Une indemnité de départ est versée aux personnes travaillant dans la société jusqu'à leur retraite. La totalité des droits acquis par les personnes concernées est prise en charge.

Impôt sur les bénéfices

Carrefour est la société tête du Groupe du périmètre d'intégration fiscale définie dans la note 10.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

Instruments financiers

Les couvertures de risque de taux d'intérêt utilisées par Carrefour visent à limiter les effets des fluctuations des taux d'intérêt sur l'endettement à taux variable.

Ces couvertures sont réalisées au moyen d'instruments financiers de gré à gré avec des contreparties bancaires de premier rang. Les instruments financiers utilisés sont principalement des swaps et des options de taux, ainsi que des achats et ventes à terme de devises.

Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats sur les éléments couverts. Dans le cas d'opérations non adossées à des transactions certaines, les pertes latentes lors de l'arrêté des comptes sont provisionnées.

Les instruments utilisés au 31 décembre sont présentés en note 8.

Provisions

L'application à compter du 1^{er} janvier du nouveau règlement 2 000-06 du Comité de Réglementation comptable sur les passifs n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Note 2

Actif immobilisé (hors provisions détaillées dans la note 6)

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Immobilisations brutes				
Au 1 ^{er} janvier	15 980	31	15 523	31 534
Acquisitions	14	2	697	713
Autres mouvements	-	-	(176)	(176)
Sorties de l'actif	(8)	(4)	(150)	(161)
Total au 31 décembre	A	15 986	29	15 894
Amortissements				
Au 1 ^{er} janvier	863	12	-	875
Dotations de l'exercice	441	3	-	444
Autres mouvements	-	-	-	-
Diminutions sur sorties de l'actif	(0)	(1)	-	(1)
Total au 31 décembre	B	1 303	14	1 317
Total net	A - B	14 683	15	15 894

Entreprises liées (sociétés consolidées par intégration globale)

(en millions d'euros)	
Immobilisations financières.....	15 652
Dettes financières.....	675
Créances.....	1 443
Dettes.....	3 583
Charges financières.....	401
Produits financiers.....	352

Note 3

Actif circulant

État des échéances des créances

(en millions d'euros)	Montant brut	Moins d'un an
Créances de l'actif circulant	1 963	1 963
Comptes de régularisation	105	105
TOTAL	2 068	2 068

Note 4

Valeurs mobilières de placement

Ce poste comprend :

- des actions Carrefour pour 272 millions d'euros acquises dans le cadre de plans d'options d'achats d'actions non levées au 31 décembre 2002.

La moins-value latente sur ces titres est provisionnée au 31 décembre 2002 pour 103 millions d'euros ;

- des bons de capitalisation pour 146 millions d'euros ;
- des obligations pour 40 millions d'euros.

Disponibilités

Ce poste comprend :

- des fonds communs de placement monétaires pour 560 millions d'euros ;
- d'autres éléments pour 9 millions d'euros.

COMPTES SOCIAUX

Note 5

Capitaux propres

Capital social

Le capital social est constitué par 716 141 771 actions d'une valeur nominale de 2,50 €.

Participation de l'émetteur à un groupe d'entreprises

L'émetteur ne participe pas à un groupe d'entreprises. Par ailleurs, l'émetteur ne subit aucune dépendance à l'égard de brevets et licences ou de contrats quelle qu'en soit la nature (commerciale, industrielle...).

Proposition d'affectation du résultat (les dividendes sont prescrits dans les conditions légales)

(en millions d'euros)

Origine	
Report à nouveau	7
Résultat de l'exercice	528
	535
Affectation	
Dividendes	458
Réserve légale	26
Report à nouveau	51
	535

Répartition des bénéfices (article 32 des statuts)

Sur les bénéfices nets établis à chaque inventaire, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cessera d'être obligatoire lorsque ledit fonds aura atteint le dixième du capital, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel sont prélevées :

- la somme nécessaire pour servir aux actionnaires, à titre de premier dividende, un intérêt de 6 % l'an sur le montant libéré et non remboursé de leurs actions, sans qu'en cas d'insuffisance des bénéfices un exercice pour effectuer ce paiement, il puisse être fait d'un prélèvement sur les résultats des exercices ultérieurs ;
- les sommes que l'Assemblée, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter à tous comptes de réserve ou de prévoyance et même à un compte d'amortissement du capital ou de reporter à nouveau.

L'excédent est réparti entre toutes les actions.

Les réserves dont l'Assemblée a la disposition pourront être employées, sur sa décision, pour payer un dividende aux actions. En ce cas, la décision indiquera expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués.

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice aura la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, au moyen de bénéfices ou de réserves autres que la réserve légale, décider l'amortissement intégral ou partiel des actions qui perdront, à due concurrence, le droit au premier dividende et au remboursement de leur valeur nominale.

Les actions intégralement amorties sont dites actions de jouissance.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut aussi, dans les conditions fixées par la loi, décider la conversion en actions de capital des actions intégralement ou partiellement amorties.

Les comptes de réserve et d'amortissement ne produisent aucun intérêt, sauf décision contraire de l'Assemblée annuelle.

Note 6

Provisions

(en millions d'euros)	Au 1 ^{er} janvier	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres mouvements (fusion)	Au 31 décembre
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements et amortissements dérogatoires	7	4	(8)	-	3
Provisions pour risques et charges	86	117	(20)	-	184
Provisions pour dépréciation					
Sur immobilisations incorp. et financières	225	105	(45)	-	284
Autres (VMP)	223	122	(241)	-	104
TOTAL	541	348	(314)	-	575
Analyse					
Exploitation	26	0	(1)	-	25
Financier	359	341	(259)	-	441
Exceptionnel	157	6	(54)	-	109
Total	541	348	(314)	-	575

L'engagement total au titre de l'indemnité de départ en retraite s'élève à 23 millions d'euros et figure en provisions pour risques et charges au 31 décembre 2002.

Note 7

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice avant répartition

Nature des dettes (en millions d'euros)	Montant	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	967	475	492	-
Autres emprunts obligataires	6 640	659	1 860	4 121
Emprunts auprès des établissements de crédits	2 139	1 300	633	206
Emprunts et dettes financières diverses	1	1	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	78	78	-	-
Dettes fiscales et sociales	585	585	-	-
Autres dettes d'exploitation	35	35	-	-
Autres dettes diverses	3 418	3 418	-	-
Total	13 863	6 551	2 985	4 327

COMPTES SOCIAUX

Note 8

Engagements financiers

(en millions d'euros)

Engagements donnés

Avals, cautions et garanties	351
Reversement des déficits fiscaux liés à l'intégration fiscale	211

Engagements reçus

Facilités à options multiples	3 703
Autres	

Instruments financiers (en millions d'euros)

Voici l'encours annuel (en capitaux moyens) des instruments de couverture :

(en millions d'euros)	2003	2004	2005	2006	2007	> 5 ans
Carrefour paie fixe (swap de taux d'intérêt)						
Euribor/taux fixe trimestriel E/360	3 250	4 480	2 727	0	0	0
Taux moyen pondéré	5,34 %	4,90 %	4,61 %	0 %	0 %	0 %
Carrefour paie fixe (forward rate agreement)						
Euribor/taux fixe trimestriel E/360	3 777	313	0	0	0	0
Taux moyen pondéré	3,24 %	3,12 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Carrefour paie variable (swap de taux d'intérêt)						
Euribor/taux fixe	5 387	4 184	3 361	2 894	2 403	1 362
Variable/variable (swap de taux d'intérêt)						
Euribor/Euribor	442	231	20	20	20	20
Swap de devises						
Carrefour paie Euribor/CHF fixe	323	323	269	162	40	0
Carrefour paie Euribor/GBP fixe	796	796	796	796	796	796
Carrefour paie Euribor/JPY fixe	79	0	0	0	0	0
Carrefour paie Euribor/NOK fixe	61	61	41	0	0	0
Achats de caps						
Encours moyen	5 555	5 173	0	0	0	0
EUR Euribor prix d'exercice	4,52 %	4,31 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Prime moyenne pondérée	0,28 %	0,26 %	0 %	0 %	0 %	0 %

Note 9

Effectif

Effectif moyen

Cadres	15
Agents de maîtrise et techniciens	1
Employés	0
TOTAL	16

Les membres du personnel de Carrefour bénéficient d'un accord de participation ainsi que d'un accord d'intéressement.

(en euros)	2002	2001	2000	1999	1998
Intéressement payé et placé au titre de l'année N-1	49 359	76 094	58 327	186 574	152 710
Participation placée au titre de l'année N-1	209 983	232 592	309 018	450 796	346 583

L'accord de participation s'adresse à tous les salariés dont l'ancienneté est, soit de trois mois au moins de présence au cours de l'exercice dans la société, soit de six mois au moins de présence au sein du Groupe Carrefour.

L'accord d'intéressement bénéficie à l'ensemble des salariés des établissements l'ayant signé.

En ce qui concerne Carrefour, les montants d'intéressement et de participation sont les suivants :

Note 10

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Carrefour SA a opté pour le régime d'intégration fiscale avec ses filiales : Actis, Alodis, Amidis et C^e, B2C Management, Batkidis, Boedim, Caci, Carautoroute, Carfuel, Carrefour Administratif France, Carrefour Europe, Carrefour Formation Hypermarchés France, Carrefour France, Carrefour Hypermarchés France, Carrefour Import, Carrefour Management, Carrefour Marchandises Internationale, Carrefour Mobilier Hypermarchés France, Carrefour Nouveaux Métiers, Carrefour Services Clients, Carrefour Systèmes d'Informations France, Carrefour Tresor, Carrefour Vacances, Catarn, Catteau, Centrale Internationale de Marchandises, Cheshunt France, Christing, CM Logistique Sud Est, CM Supermarchés Centre, CM Supermarchés Nord Ouest, CM Supermarchés Ouest, CM Supermarchés Sud Est, Comptoirs Modernes Direction Groupe, Comptoirs Modernes Économiques de Normandie,

Comptoirs Modernes Économiques de Rennes, Comptoirs Modernes Major Unidis, Comptoirs Modernes, Comptoirs Modernes Union Commerciales, Continent Hypermarchés, Coviam 3, Covicar 2, Covilog, Covilog 2, Covimmo, Coviprodim, Coviprodim 2, Coviro 3, Coviro 4, Covoba, CRFP3, CRFP5, CRFP6, CRIDIS, CSF, CV Logistiques, Dahliaco, Dauphinoise de Participations, Discruise, ED Franchise, ED SNC, Epagam, Erteco, Euromarché, Europarticipation, Forum Développement, Galimco, Genedis, Holdim, Immobilière Carrefour, Immo-invest, Interdis, Jougnoise de Participations, La Poincarienne, Logidis, L'Union et C^e, Ooshop, PRM, Prodim, Prodirect, Profidis, Promodes France, Providange, S 2 MI, SEC Goulet Turpin, Services Automobiles Carrefour, SET, SISP, SND Participation, Société du Long Rayage, Société Nouvelle d'Exploitation, Sodisor, Stoc Sud Est, Tourangelle de Participations, Trocadis, Vetter.

(en millions d'euros)	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
Résultat avant éléments exceptionnels et participations	925	219	1 144
Résultat exceptionnel	(672)	3	(669)
Participation des salariés	0	0	-
Économie d'impôt liée à l'intégration fiscale		53	53
Résultat comptable	253	275	528

Note 11

Résultat de la Société au cours des cinq derniers exercices

(en millions d'euros)	2 002	2001	2000	1999	1998
I - Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 790	1 778	1 778	856	592
Primes d'émission et de fusion	16 254	16 322	16 677	16 731	315
Nombre d'actions ordinaires existantes ⁽¹⁾	716 141 771	711 155 854	711 143 440	342 502 350	38 844 924
II - Opérations et résultats de l'exercice					
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotation nette aux amortissements et provisions	746	875	191	39	39
Impôt sur les bénéfices	274	222	144	106	50
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation nette aux amortissements et provisions	528	508	29	162	93
Résultat distribué ⁽²⁾	458	398	356	315	189
III - Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant dotation nette aux amortissements et provisions ⁽³⁾	1,42	1,54	0,47	0,43	2,26
Résultat après impôt, participation des salariés, et dotation nette aux amortissements et provisions	0,74	0,71	0,04	0,47	2,40
Dividende net attribué à chaque action	0,64	0,56	0,50	0,90	4,90
IV - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice ⁽⁴⁾	16	20	24	39	64
Montant de la masse salariale de l'exercice	22	23	19	17	19
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales)	18	16	15	12	10

(1) En 1999, division du nominal par 6. En 2000, attribution d'une action nouvelle pour une ancienne.

(2) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

(3) Ajusté pour tenir compte des attributions d'actions.

(4) En 1999, transfert d'une partie des effectifs de Carrefour SA sur la société Carrefour Management.

COMPTES SOCIAUX

Note 12

Filiales et participations

(en millions d'euros)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Montant des cautions et avals donnés
	Brute	Nette			
Filiales françaises	9 968,75	9 805,37	416	1 552	
Filiales étrangères	2 765,98	2 703,71	32	0	
Participations	1 754,94	1 753,24		56	
TOTAL	14 489,67	14 262,32	448	1 608	0

	Valeur comptable des titres Brute	Valeur comptable des titres Nette	Capitaux propres Résultats inclus	Bénéfice ou pertes du dernier exercice clos	Capitaux propres Hors résultat	Chiffre d'affaires HT	% de détention au 31.12.2002	Dividendes reçus
ACTIS	6,91	6,91	10	1	9		100,00	11
AIC	0,00	0,00					4,35	
ALODIS	17,69	17,69	56	26	30	16	100,00	12
AMIDIS & Cie	3,81	3,81	126	-10	136	14	52,49	59
BEARBULL SAS	4,94	4,94					50,00	
BERNARD TAILLAN VINS	0,64	0,64					2,39	
BIBLI ET LUDO	0,23	0,00					25,00	
BOEDIM	62,05	20,20	20	-	20		100,00	
BRED	0,08	0,08					1,00	
BREPA COMERCIO E PARTICIPACAO LTDA.	53,58	2,47	897	-57	954		0,42	
CARMA	13,10	11,18	20	1	19	71	50,01	
CARREFOUR AMERICAS LTDA.	0,77	0,77					100,00	
CARREFOUR ASIA	22,95	22,95					100,00	
CARREFOUR B2B	16,82	16,82					100,00	
CARREFOUR CHINE	3,12	3,12						
CARREFOUR EUROPE	0,04	0,04	9	6	3		99,96	
CARREFOUR FRANCE	1160,73	1160,73	1587	263	1324	156	99,82	766
CARREFOUR IMPORT	0,04	0,04	1	1	-	603	100,00	
CARREFOUR ITALIA	708,61	697,46					83,60	
CARREFOUR JAPAN	3,02	3,02					100,00	
CARREFOUR KOREA CO.	156,68	156,68					20,56	
CARREFOUR LUX S.C.A.	1,48	1,48					4,72	
CARREFOUR MALAYSIA SDN-BHD	14,95	14,88					100,00	
CARREFOUR MANAGEMENT	0,04	0,04	9	1	8		99,96	
CARREFOUR MARCHANDISES INTERNATIONALES	0,04	0,04	3	1	2		99,96	
CARREFOUR MARINOPOULOS	34,58	34,58					21,43	
CARREFOUR MONACO	0,15	0,15	83	20	64	132	99,99	
CARREFOUR NEDERLAND BV	429,92	429,92	5 442	110	5 332		7,38	
CARREFOUR NOUVEAUX MÉTIERS	0,05	0,00	-94				100,00	
CARREFOUR PORTUGAL	0,00	0,00						
CARREFOUR SOUTH EAST ASIA	1,87	1,87					100,00	
CARREFOUR TRESO	0,04	0,04	11	11			100,00	4
CARREFOUR USA HOLDINGS	0,00	0,00					35,55	
CENTROS COMERCIALES CARREFOUR	773,79	773,79	2 125	310	1 815	6 439	37,82	35
CHAMNORD	3,56	3,56					63,58	
COMPANIA DOMINICANA DE HIPERMERCADOS	1,20	1,20						
COMPTOIRS MODERNES	2 604,52	2 604,52	552	-155	707		89,35	258
CONTHYPERMARKETS LIMITED	0,00	0,00					20,00	
CONTINENT HYPERMARCHÉS	40,06	40,06	178	117	61	104	81,19	153
COVIPRO	0,04	0,04						
CRÉDIT MUTUEL BRETAGNE	0,00	0,00					1,00	
CRFP10	0,04	0,04					100,00	
CRFP11	0,04	0,04					100,00	
CRFP12	0,04	0,04					100,00	
CRFP3	1 600,72	1 600,72	1 601		1 601		100,00	
CRFP4	15,13	15,13	586		585		75,00	
CRFP5	0,04	0,04					100,00	
CRFP6	0,04	0,04					100,00	
CRFP7	0,00	0,00					99,99	

	Valeur comptable des titres Brute	Valeur comptable des titres Nette	Capitaux propres Résultats inclus	Bénéfice ou pertes du dernier exercice clos	Capitaux propres Hors résultat	Chiffre d'affaires HT	% de détention au 31.12.2002	Dividendes reçus
CRFP8	0,00	0,00					100,00	
CRFP9	0,04	0,04					100,00	
CRIDIS	63,72	63,72	64	-	64		100,00	
CRIDIS2	580,00	580,00	584	-	584		100,00	
DAHLIACO	470,01	470,01	470		470		100,00	
DAUPHINOISE DE PARTICIPATION	0,15	0,15		-1	2		99,99	
DCR	0,07	0,00					100,00	
DISCRUISE	27,79	0,56					100,00	
DOP 4	0,02	0,02	-2	-2		9	99,90	
ECO EMBALLAGES	0,01	0,01					0,42	
ERTECO	87,69	87,69	81	23	58	11	100,00	
FONDS D'INVESTISSEMENT LOCAL DU COTENTIN	0,02	0,02					6,67	
GENEDIS	0,00	0,00	19	13	7	885	0,00	
GMR	1 882,56	1 882,56					75,61	
GROUPEMENT FRANCAIS D'ENTREPRISE	0,00	0,00					1,00	
HALUTS DE ROYA	0,01	0,01					99,80	
HAXTUN HOLDING	54,82	54,82	100	-	101		100,00	
HLM PAYS DAUGE	0,00	0,00					0,05	
HOLDIM	53,06	53,06	170	117	53		100,00	278
HYPARLO	27,57	27,57	139	66	73	695	20,00	
HYPERDEMA	1,48	1,48					99,88	
IMMOBILIÈRE CARREFOUR	22,32	22,32	1 037	130	907	2	0,06	1
IMMODIS	0,34	0,34					15,60	
INTERDIS	0,05	0,05	62	62		208	28,57	18
JOUGNOISE DE PARTICIPATIONS (S.J.P.)	393,37	393,37	409	1	408		100,00	
LA KLEBERIENNE	0,04	0,04					99,76	
LA POINCARIENNE	1 500,00	1 500,00	1 500	-	1 500		100,00	
LOGIDIS	3,36	3,36	227	92	135	3 192	6,76	2
MAJID AL FUTTAIM HYPERMARKETS	8,53	8,53					25,00	
MATEDIS	0,00	0,00	6	4	1	22	99,00	
MODELO CONTINENTE	169,38	169,38					21,36	
NORFIN	4,04	4,04	950	48	902		46,26	
P.R.M.	137,81	45,63	46	-	46		100,00	
PELODIS (En Liquidation)	0,03	0,03					99,80	
PERAL	0,00	0,00						
PMD INTERNATIONAL BV	105,10	105,10	366	-24	390		28,58	
PRESICARRE (CARREFOUR TAIWAN)	0,68	0,68					0,69	
PROMODES FOODSTUFF (BEIJING) Ltd. Co.	6,44	6,44					100,00	
PROMODES FRANCE	0,02	0,02	1		1	10	100,00	
PROMOHYPERMARKT AG & Co.	6,02	6,02					3,25	
PROMOPIERRE	0,02	0,02					5,00	
PROMOPIERRE 2	0,18	0,18					21,09	
PROVENCIA	6,86	6,86					50,00	2
QINGDAO CONTINENT REAL ESTATE DEVPT	9,76	9,76					100,00	
SALGEMM	0,00	0,00					10,67	
SCHROEDERS	1,52	0,05						
SDR BRETAGNE	0,00	0,00					1,00	
SDR SUD EST	0,00	0,00					1,00	
SEGECAR	0,03	0,03					66,75	
SET	0,04	0,04				7	100,00	
SIDAMSA CONTINENTE HIPERMERCADOS S.A.	0,18	0,18	1	-	1		99,98	
SISP	0,76	0,76					100,00	
SOCIÉTÉ DES PAIEMENTS PASS - S2P	50,65	50,65	219	43	176		59,99	9
SOFINEDIS	0,69	0,69					26,40	
SOURCING LINK	0,65	0,65						
TROCADIS	1 044,31	1 044,31	1 027	-	1 028		100,00	
VALDIM	8,45	8,45	55		54		98,46	
VALIMO	0,76	0,76					20,00	
VALPHACO	0,00	0,00					1,00	
VCGA II	0,00	0,00					0,19	
VICEO SAS	0,11	0,11	2		2		4,76	
TOTAL	14 489,67	14 262,32						1 608

Rapports des Commissaires aux comptes

Rapport général

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2002

Messieurs les Actionnaires de la société Carrefour,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Carrefour, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la mention de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable lié à la première application du règlement CRC n°2000-06 sur les passifs du 7 décembre 2000 et son absence de conséquences sur le compte de résultat et les capitaux propres à l'ouverture.

VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 mars 2003

Les Commissaires aux comptes

Barbier Frinault & Autres	KPMG Audit
Réseau Ernst & Young	Département de KPMG S.A.
Patrick Malvoisin	Jean-Luc Decornoy

Rapport spécial

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2002

Messieurs les Actionnaires de la société Carrefour,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 mars 2003

Les Commissaires aux comptes

Barbier Frinault & Autres	KPMG Audit
Réseau Ernst & Young	Département de KPMG S.A.
Patrick Malvoisin	Jean-Luc Decornoy

Résolutions

Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 2003

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Approbation des comptes sociaux)

L'Assemblée Générale, connaissance prise des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice 2002, tels qu'ils lui sont présentés, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports.

Elle donne au Conseil d'Administration quitus de sa gestion pour l'exercice 2002.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport présenté par le Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2002, tels qu'ils lui sont présentés, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Affectation du résultat – Fixation du dividende)

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter et de répartir le bénéfice de l'exercice 2002 de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	528 435 381,26 €
Diminué de la dotation à la réserve légale	26 421 769,06 €
Majoré du report à nouveau antérieur	7 346 488,48 €
Total disponible	509 360 100,68 €

Affectation

Distribution d'un dividende de	458 330 733,44 €
Report à nouveau	51 029 367,24 €
Total affecté	509 360 100,68 €

Le dividende de 0,64 euro net par action, donnant droit à un avoir fiscal de 10 % ou 50 %, utilisable par les actionnaires, dans les conditions légales, sous leur propre responsabilité, sera mis en paiement à compter du 17 avril 2003.

L'Assemblée Générale donne acte au Conseil d'Administration de ce qu'il lui a été rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents et les avoirs fiscaux correspondants ont été, par action, les suivants :

Exercice	Dividende distribué	Revenu global	Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)
1999	0,90 €	1,35 €	0,45 €**
2000*	0,50 €	0,75 €	0,25 €**
2001	0,56 €	0,84 €	0,28 €**

* Il a été attribué en 2000 une action gratuite pour une action ancienne.

** Les dernières lois de Finances ont prévu que, dans certains cas, l'avoir fiscal n'est pas égal à 50 % du dividende versé

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Nomination d'un Administrateur)

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, nomme Madame Sylvia JAY en qualité d'Administrateur pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Nomination d'un Administrateur)

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, nomme Monsieur Pierre RODOCANACHI en qualité d'Administrateur pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement de mandats de Commissaires aux comptes)

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de six exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008, les mandats de :

- Commissaire aux comptes titulaire de KPMG Audit-Département de KPMG SA ;
- Commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Alain Feuillet.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Nomination de Commissaires aux comptes)

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, nomme, pour une durée de six exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008, en qualité de :

- Commissaire aux Comptes titulaire Deloitte Touch Tohmatsu – 185, avenue Charles-de-Gaulle (92524) Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- Commissaire aux Comptes suppléant BEAS - 7-9, Villa Houssay (92524) Neuilly-sur-Seine Cedex.

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation au Conseil d'Administration d'acheter des actions de la Société)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, faisant usage de la faculté prévue par l'article L.225-209 du Code de Commerce, autorise le Conseil d'Administration à acheter des actions de la Société, dans la limite de 71 614 177 actions.

Le prix maximum d'achat est fixé à 75 euros et le prix minimum de vente à 25 euros.

En cas d'opération sur le capital notamment par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, division ou regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence.

Ces rachats d'actions seront opérés par tous moyens (y compris par cession hors Bourse ou par utilisation de produits dérivés) et aux époques que le Conseil appréciera ; ils pourront être effectués en vue :

- de la régularisation du cours de Bourse de l'action de la Société ;
- de consentir des options d'achat d'actions à des salariés ou des dirigeants du Groupe Carrefour ;
- de procéder à des échanges de titres ;
- de leur conservation et, le cas échéant, de leur transfert ;
- de leur annulation.

La présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois ; elle prendra effet à compter du 23 octobre 2003, date d'expiration de l'autorisation, tendant aux mêmes fins, donnée par l'Assemblée Générale du 23 avril 2002.

RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

INFORMATIONS JURIDIQUES

L'activité de la société mère est uniquement une activité de holding. Elle assure une assistance technique auprès de ses filiales. Elle n'assure aucune exploitation directe. Tant au titre de cette assistance technique qu'au titre de l'exploitation de marques, les filiales versent une redevance à la société mère.

Dénomination et siège social

Carrefour – 6, avenue Raymond-Poincaré – 75016 Paris

Forme juridique

Société anonyme de droit français régie par les dispositions du Code de Commerce. La Société a été transformée en société anonyme à Conseil d'Administration à la suite de la décision de l'Assemblée Générale du 23 avril 1998.

Législation

Législation française.

Constitution et durée

La durée de la Société, qui a pris cours le 11 juillet 1959, expirera le 10 juillet 2058, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Objet social (article 2 des statuts)

La Société a pour objet :

- la création, l'acquisition et l'exploitation, en France et à l'étranger, de magasins pour la vente de tous articles, produits, denrées ou marchandises et, accessoirement, la prestation, dans le cadre de ces magasins, de tous services susceptibles d'intéresser la clientèle ;
- l'achat, la fabrication, la vente, la représentation, le conditionnement et l'emballage de ces produits, denrées et marchandises ;
- et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou d'en assurer le développement.

La Société pourra agir, directement ou indirectement et faire toutes ces opérations en tous pays, pour son compte propre ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en participation, association, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés, et les réaliser et exécuter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra également prendre tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises et étrangères, quel qu'en soit l'objet.

Registre du Commerce et des Sociétés – Code APE

– RCS : 652 014 051 Paris
– APE : 741J

Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la Société

Les documents relatifs à la Société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'Administration et les Commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social, dont l'adresse figure ci-dessus.

Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Assemblées Générales

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération des versements exigibles dans le délai prescrit. L'Assemblée Générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'universalité des actionnaires ; ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires.

Tout actionnaire peut voter par correspondance dans les conditions légales et réglementaires ou se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir dont la forme est déterminée par le Conseil d'Administration dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur. Les mineurs et les incapables seront représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement actionnaires. Une personne morale est valablement représentée par une personne ayant qualité ou valablement déléguée à cet effet.

Le droit de participer aux Assemblées pourra être subordonné : pour les titulaires d'actions nominatives à leur inscription aux comptes de leurs propriétaires tenus par la Société ou par mandataire désigné par la Société et, pour les titulaires d'actions au porteur, au dépôt, au siège social ou en tout autre lieu désigné par la convocation, des certificats constatant l'inscription en compte et l'immobilisation des actions par tout intermédiaire financier agréé. Ces formalités doivent être accomplies avant une date fixée par la convocation et qui ne peut être antérieure de plus de deux jours à celle de la réunion de l'Assemblée.

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration, spécialement dans le cas d'augmentation de capital intervenant à la suite du paiement du dividende en actions, de la levée d'options de souscription ou de la conversion des valeurs mobilières en actions, l'Assemblée Générale Extraordinaire sera seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Toutes les décisions autres que celles visées à l'alinéa précédent seront prises par l'Assemblée Générale Ordinaire. Sauf exception prévue par la loi, l'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration. La convocation est faite au moyen d'un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, quinze jours au moins à l'avance sur première convocation et six jours au moins à l'avance sur convocations suivantes ; en outre, les actionnaires titulaires de titres nominatifs depuis un mois au moins à la date de cet avis sont convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire. Toutefois, s'il n'y a pas d'actions au porteur en circulation, la convocation pourra être faite par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque actionnaire. Les Assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou dans toute autre ville ou localité en France, suivant la décision prise à ce sujet par le convoquant et au lieu indiqué dans les convocations.

L'ordre du jour de chaque Assemblée Générale est arrêté par le convoquant ; sauf exceptions légales, il n'y est porté que les propositions émanant soit du Conseil d'Administration, soit des Commissaires aux comptes si ceux-ci ont pris l'initiative de la convocation, soit d'un ou plusieurs actionnaires dans les conditions et délais fixés par la loi. L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration. En cas d'absence simultanée du Président, l'Assemblée est présidée par un membre du Conseil d'Administration désigné par ce dernier ou par une personne choisie par l'Assemblée. En cas de convocation par les Commissaires ou par un mandataire désigné en justice, l'Assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres présents disposant du plus grand nombre de voix et, sur leur refus, par ceux qui viennent après eux jusqu'à acceptation. Le bureau ainsi composé désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence établie dans les formes légales, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, mentionnant les actionnaires votant par correspondance et certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée. Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente, sans aucune limitation, à la seule exception des cas prévus par la loi. Toutefois, un droit de vote double est conféré dans les conditions légales aux actions justifiant d'une inscription nominative depuis deux années au moins au nom du même actionnaire. Il est également conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles ce dernier bénéficiait déjà de ce droit.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication du mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant. Les votes sont exprimés à mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'Assemblée. Il est tenu compte, dans les conditions légales, des formulaires retournés par les actionnaires désirant faire usage du droit de vote par correspondance.

L'Assemblée Ordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement lorsqu'elle réunit le quart au moins des actions ayant le droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle assemblée qui délibère valablement quelle que soit la fraction du capital représentée, mais qui ne peut statuer que sur l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations de l'Assemblée Ordinaire sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

L'Assemblée Extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers, et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote ; à défaut de ce dernier quorum, l'Assemblée réunie sur deuxième convocation peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle de sa réunion. L'Assemblée Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui sont, ainsi que les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, établis et signés conformément à la loi.

Faits exceptionnels et litiges

À la connaissance de la Société, il n'existe aucun litige ou arbitrage susceptible d'avoir une incidence sensible sur la situation financière de l'émetteur, son activité, son résultat, son patrimoine ou encore sur son Groupe non pris en compte dans les états financiers de la Société.

RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL

Montant du capital

Le capital social au 31 décembre 2002 s'élève à 1 790 354 427,50 € divisé en 716 141 771 actions de nominal de 2,50 € entièrement libérées et toutes de même catégorie. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. La Société est autorisée à procéder à l'identification des titres au porteur.

Capital autorisé mais non émis

Augmentation de capital en numéraire

(avec DPS)	
Date de l'autorisation	30 mars 2000
Date d'expiration	29 mars 2005
Montant de l'autorisation (nominal)	1 000 000 000
Montant utilisé	-

Augmentation de capital par incorporation de réserves

Date de l'autorisation	30 mars 2000
Date d'expiration	29 mars 2005
Montant de l'autorisation	1 000 000 000
Montant utilisé	-

Obligations convertibles en actions

(avec DPS)	
Date de l'autorisation	30 mars 2000
Date d'expiration	29 mars 2005
Montant de l'autorisation (nominal)	6 000 000 000
Augmentation de capital pouvant en résulter	1 000 000 000
Montant utilisé	-

Bons de souscription d'actions

(avec DPS)	
Date de l'autorisation	30 mars 2000
Date d'expiration	29 mars 2005
Augmentation de capital pouvant en résulter	1 000 000 000
Montant utilisé	-

Valeurs mobilières composées

(avec DPS)	
Date de l'autorisation	30 mars 2000
Date d'expiration	29 mars 2005
Montant de l'autorisation (nominal)	6 000 000 000
Augmentation de capital pouvant en résulter (nominal)	1 000 000 000
Montant utilisé	-

Évolution de la répartition du capital durant les quatre dernières années

Répartition du capital au 31 décembre 2002

Actionnaires	Actions	% Capital	Droits de vote	% Droits de vote
Groupe Familial Halley	82 090 932	11,46	162 921 664	18,39
Familles Badin-Defforey-Fournier	36 886 674	5,15	52 206 468	5,98
Groupe March	23 396 640	3,27	46 793 280	5,28
Pacte d'actionnaires	142 374 246	19,88	261 921 412	29,57
Salariés	21 312 653	2,98	26 862 127	3,03
Autodétention	4 325 940	0,60		
Autocontrôle*	22 833	0,00		
Public	548 106 099	76,54	596 979 257	67,34
TOTAL	716 141 771	100,00	885 762 796	100,00

* Actions détenues par la société Norfin BV.

À la connaissance de la Société, il n'existe ni pacte d'actionnaires ni autre actionnaire détenant, directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Répartition du capital au 31 décembre 2001

Actionnaires	Actions	% Capital	Droits de vote	% Droits de vote
Groupe Familial Halley	81 837 652	11,51	87 714 072	11,21
Familles Badin-Defforey-Fournier	39 291 637	5,53	62 560 613	7,99
Groupe March	23 396 040	3,29	46 792 080	5,98
Pacte d'actionnaires	144 525 329	20,33	197 066 765	25,18
Salariés	20 509 308	2,88	30 491 835	3,90
Autodétention	11 134 200	1,57		
Autocontrôle	6 126 048	0,86		
Public	528 860 969	74,37	554 969 945	70,92
TOTAL	711 155 854	100,00	782 528 545	100,00

Répartition du capital au 31 décembre 2000

Actionnaires	Actions	% Capital	Droits de vote	% Droits de vote
Groupe Familial Halley	83 746 092	11,78	87 060 432	10,93
Familles Badin-Defforey-Fournier	42 744 580	6,01	69 799 396	8,77
Groupe March	23 396 040	3,29	46 792 080	5,88
Pacte d'actionnaires	149 886 712	21,08	203 651 908	25,58
Salariés	19 850 055	2,79	26 862 127	3,37
Autodétention	8 626 120	1,21		
Autocontrôle	7 306 858	1,03		
Public	525 473 695	73,89	565 811 417	71,04
TOTAL	711 143 440	100,00	796 325 452	100,00

Répartition du capital au 31 décembre 1999

Actionnaires	Actions	% Capital	Droits de vote	% Droits de vote
Groupe Familial Halley	40 051 906	11,69	40 051 906	10,54
Familles Badin-Defforey-Fournier	19 386 746	5,66	37 138 066	9,77
Groupe March	11 698 020	3,42	18 241 566	4,80
Pacte d'actionnaires	71 136 672	20,77	95 431 538	25,11
Salariés	5 142 183	1,50	10 194 079	2,68
Autodétention	1 564 568	0,46		
Autocontrôle	5 458 269	1,59		
Public	259 200 658	75,68	274 462 515	72,21
TOTAL	342 502 350	100,00	380 088 132	100,00

RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL

Lors du dernier relevé TPI effectué au mois de février 2003, le nombre d'actionnaires répertoriés s'élevait à près de 460 000 actionnaires.

Droits de vote double (article 25 des statuts)

Un droit de vote double est conféré dans les conditions légales aux actions justifiant d'une inscription nominative depuis deux années au moins au nom du même actionnaire.

Seuils statutaires

Outre le respect de l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions du capital et des droits de vote qui y sont attachés, toute personne, physique ou morale, qui, seule ou indirectement au sens de l'article 233-7 du Code de Commerce ou encore de concert avec d'autres personnes physiques ou morales au sens de l'article 233-10 du Code de Commerce, vient à détenir ou cesse de détenir, de quelque manière que ce soit, une fraction égale à un pour cent (1 %) des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage doit, au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans un délai de quinze jours à compter du franchissement de l'un de ces seuils, informer la Société du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle détient, seule ou indirectement ou encore de concert, du nombre de titres qu'elle détient de la même manière et qui donnent accès à terme au capital, ainsi que du nombre de droits de vote qui y sont attachés. À l'appui de cette information, l'actionnaire doit communiquer à la société toutes pièces utiles justifiant du franchissement de chaque seuil de 1 %. En cas de non respect de cette obligation et à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5 % au moins du capital, les droits de vote excédant la fraction qui aurait dû être déclarée ne peuvent être exercés à compter de ladite Assemblée et pour toute Assemblée qui se réunirait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification. (AG du 9 novembre 1998)

Existence de Pactes

Le groupe familial Halley, les familles Badin-Defforey-Fournier et le groupe March, ont signé un pacte prévoyant un droit de préemption sur tout ou partie des titres Carrefour détenus ainsi qu'un engagement de concertation avant les Assemblées Générales ou en cas d'annonce d'une offre publique initiée sur les titres de la Société.

Le pacte publié le 9 mars 1999 a été révoqué du fait de la signature du pacte sus visé.

Levées d'options survenues au cours de l'exercice

Options levées par chaque mandataire social.

Néant

Options levées par les dix bénéficiaires dont le nombre d'options ainsi souscrites ou levées est le plus élevé.

Nombre total d'options souscrites ou levées : 502 500 options, au prix moyen pondéré de 23,26 euros.

Autres titres donnant accès au Capital

Nature du titre	Nombre	Nombre d'actions à créer
Bons de souscription	572 663	6 871 456
Obligations convertibles	491 987	5 903 810

Le nombre des bons de souscription d'actions correspond au solde des 561 655 bons de souscription d'actions émis par Carrefour à l'issue de l'OPE initiée fin 1999 sur les titres de Promodès et dont l'échéance est fixée au 24 juillet 2003, majoré du solde des 571 454 bons de souscription d'actions et 2 330 bons de souscription de certificats d'investissement émis par Promodès en 1998, avec la même date d'échéance.

Le nombre d'obligations convertibles en actions correspond au solde des 555 152 obligations convertibles en actions émises par Carrefour à l'issue de l'OPE initiée fin 1999 sur les titres de Promodès et dont l'échéance est fixée au 1^{er} janvier 2004, majoré du solde des 589 471 obligations convertibles en actions et 288 obligations convertibles en certificats d'investissement émises par Promodès en 1998, avec la même date d'échéance.

Capital potentiel

Le nombre d'options susceptibles d'être souscrites au titre des plans d'options en cours au 31 décembre 2002 s'élève à 10 365 700 options correspondant à un nombre égal d'actions.

Les prix d'acquisition ou de souscription correspondent à la moyenne des premiers cours cotés des vingt séances de Bourse précédant la décision du Conseil d'Administration, assortis ou non d'une décote.

INFORMATIONS BOURSIÈRES

2002	+ haut (en €)	+ bas (en €)	Montant transactions (en €)	Nombre de titres échangés dans le mois
Janvier	58,15	54,80	2 917 620 917	51 290 631
Février	57,55	50,90	2 305 128 899	43 165 187
Mars	55,25	50,80	3 021 482 177	57 456 281
Avril	54,65	48,45	2 406 448 797	46 923 707
Mai	53,95	46,82	2 933 786 476	58 541 616
Juin	55,90	51,65	3 240 420 491	60 225 267
Juillet	55,25	39,90	3 524 299 875	75 449 948
Août	46,00	38,07	2 295 308 566	53 684 008
Septembre	48,20	39,98	2 658 046 279	60 081 127
Octobre	46,88	38,69	2 347 918 012	54 245 504
Novembre	47,25	42,77	2 177 456 302	48 010 943
Décembre	43,32	40,56	1 893 901 227	45 527 019

2001	+ haut (en €)	+ bas (en €)	Montant transactions (en €)	Nombre de titres échangés dans le mois
Janvier	69,4	58,2	3 283 692	51 994 166
Février	68,5	62,8	2 396 315	36 470 821
Mars	64,5	57,3	2 519 157	41 501 769
Avril	65,6	59,8	2 247 046	35 661 178
Mai	66,7	64,5	2 640 594	40 305 799
Juin	64,4	60,0	2 237 348	36 192 494
Juillet	64,6	60,4	2 562 892	40 973 499
Août	64,5	58,6	1 774 672	28 663 967
Septembre	57,4	46,3	2 514 845	48 976 485
Octobre	58,7	51,4	2 553 464	46 342 360
Novembre	58,8	55,1	2 733 799	47 525 315
Décembre	60,8	55,7	1 806 510	31 304 324

(*) Cours de clôture.

NB : Montant des transactions calculé avec le prix moyen des cours de clôture multiplié par le nombre de titres échangés dans le mois.

La composition du Conseil d'Administration et des Comités du Conseil figure en page 4 et 5 de la partie magazine du présent document de référence.

I. Conseil d'Administration

Le rôle du Conseil d'Administration est essentiellement :

- de fixer les politiques du Groupe en matière de métiers, de gestion des risques et d'objectifs globaux ;
- d'approuver la stratégie et de prendre en compte ses inflexions majeures ;
- d'approuver toutes acquisitions ou cessions d'actif susceptibles d'avoir un impact majeur sur les comptes et toutes opérations importantes d'acquisition ou de cession d'actifs hors exploitation courante.

Dans ce cadre, le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois au cours de l'exercice 2002 :

- deux réunions ont été réservées essentiellement à l'examen des comptes semestriels et annuels, ainsi que, pour l'une, à la préparation de l'Assemblée Générale ;
- deux réunions consacrées à la stratégie dont :
 - une sous forme d'un séminaire de 2/3 jours centré sur l'examen du portefeuille d'activités par métier ;
 - l'autre centrée sur l'actualisation des prévisions et des investissements ainsi que sur la réalisation de l'offre publique d'échange sur les titres de la filiale espagnole Centros Comerciales Carrefour ;
- une réunion tenue à l'issue de l'Assemblée Générale ayant pour objet la mise en œuvre des dispositions de la loi NRE en matière de Présidence du Conseil et de Direction Générale.

Chaque Administrateur doit se considérer comme le représentant de l'ensemble des actionnaires tout en veillant en toutes circonstances à leur convergence avec l'intérêt social de l'entreprise et œuvrer pour la protection et le développement du patrimoine social.

L'Administrateur s'engage à s'assurer que les décisions prises en Conseil ne favorisent pas une partie ou une catégorie d'actionnaires au détriment d'une autre. Il garde à l'esprit que les décisions du Conseil d'Administration sont prises collectivement, dans l'intérêt de tous les actionnaires.

L'Administrateur doit être attentif à la définition et à l'exercice des pouvoirs et responsabilités respectifs des organes de la Société.

En particulier, il lui appartient de s'assurer :

- du bon fonctionnement des Comités créés par le Conseil ;
- de l'efficacité des organes internes de contrôle et des Commissaires aux comptes ;
- que nul ne peut exercer dans la Société un pouvoir discrétionnaire sans contrôle.

II. Comités du Conseil d'Administration

1. Comité d'orientation stratégique

1.1. Attributions

Il a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à orienter et fixer la stratégie du Groupe et non de se substituer à lui en ce domaine.

Il a pour objet de préparer les décisions les plus importantes pour l'avenir du Groupe et d'orienter les travaux préparatoires en vue d'organiser le séminaire annuel du Conseil d'Administration.

Il constitue une cellule de réflexion et peut conduire ses travaux avec l'aide d'invités choisis en fonction de leurs domaines d'expertise et d'expérience.

Le président du Comité rend compte périodiquement au Conseil d'Administration de ses travaux (analyses, études, réflexions, conclusions).

1.2. Composition

Le Comité est composé de quatre membres désignés par le Conseil d'Administration parmi ses membres.

Le président du Comité est désigné par le Conseil d'Administration.

La durée des fonctions des membres du Comité coïncide avec celle de leur mandat d'administrateur. Elles peuvent faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier.

1.3. Fonctionnement

Le Comité se réunit au moins deux fois par an. Il peut se réunir à la demande du président du Conseil d'Administration ou de deux membres du Comité. Pour délibérer valablement la moitié au moins de ses membres doit être présente. Un membre du Comité ne peut se faire représenter.

2. Comité d'audit

La charte du Comité d'Audit a été adoptée par le Conseil d'Administration.

2.1. Attributions

- 2.1.1. Comptes annuels et semestriels :
- examiner les comptes sociaux et consolidés avant leur présentation au Conseil d'Administration ;
 - s'assurer de la pertinence et de permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes consolidés et sociaux ;
 - analyser les résultats intermédiaires et préliminaires, ainsi que les commentaires y afférents avant leur annonce publique ;

- vérifier que les procédures internes de collecte et de contrôle des informations garantissent les méthodes comptables susvisées ;
- veiller au respect de ces règles ;
- étudier les changements et adaptations des principes et règles comptables retenus pour l'établissement des comptes.

2.1.2. Législation et réglementation

Le Comité s'assure de l'efficacité des procédures visant à garantir la conformité de la gestion du Groupe aux lois et réglementations et analyse les conclusions des enquêtes ou contrôles de la Direction et/ou de l'Audit interne.

2.1.3. Contrôle interne et externe de la société et de ses principales filiales :

- évaluer les propositions de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux comptes de la Société et leur rémunération ;
- veiller au respect des règles garantissant l'indépendance des Commissaires aux comptes ;
- évaluer, avec les responsables du contrôle interne, les systèmes de contrôle interne du Groupe.

2.1.4. Risques : examiner régulièrement avec le Conseil d'Administration les principaux engagements financiers de l'entreprise : risques pays, risques de taux, risques informatiques, analyse des contrats d'assurance et des couvertures du Groupe.

Le Comité peut bénéficier des informations disponibles auprès du Directeur Finances & Gestion du Groupe. Une fois par an, il peut entendre les Commissaires aux comptes dans les conditions qu'il détermine.

2.2. Composition

Le Comité est composé de trois membres désignés par le Conseil d'Administration parmi ses membres, dont un administrateur indépendant.

Le Président du Comité est désigné par le Conseil d'Administration.

La durée des fonctions des membres du Comité coïncide avec celle de leur mandat d'administrateur. Elles peuvent faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier.

2.3. Fonctionnement

Le Comité se réunit au moins trois fois par an. Deux réunions sont programmées avant la présentation des comptes annuels et semestriels.

D'une façon générale, le calendrier des réunions est fixé en fonction de celui des réunions du Conseil d'Administration pour permettre de rendre compte dans les meilleurs délais des travaux effectués.

Il peut se réunir à la demande du président du Conseil d'Administration ou de deux membres du Comité.

Pour délibérer valablement la moitié au moins de ses membres doit être présente. Un membre du Comité ne peut pas se faire représenter.

L'ordre du jour est arrêté par le président du Comité. À l'issue de chaque réunion du Comité, un procès-verbal est établi et communiqué par le président aux membres du Conseil d'Administration.

Le président du Comité rend compte, devant le Conseil d'Administration des travaux du Comité.

III. Comité des Rémunérations

3.1. Attributions

Le Comité intervient dans les domaines suivants :

- propositions au Conseil d'Administration pour la nomination des administrateurs ;
- propositions de rémunération des mandataires sociaux et de répartition des jetons de présence ;
- évaluation de l'enveloppe globale de stock-options ;
- information sur la nomination et la rémunération des membres du Comité exécutif et des principaux dirigeants du Groupe ;
- évaluation de la qualité des travaux du Conseil d'Administration.

3.2. Composition

Le Comité est composé de quatre membres désignés par le Conseil d'Administration parmi ses membres, dont deux administrateurs indépendants.

Le président du Conseil d'Administration ne siège pas au Comité lorsqu'il est personnellement concerné par ses travaux. Le président du Comité est désigné par le Conseil d'Administration.

La durée des fonctions des membres du Comité coïncide avec celle de leur mandat d'administrateur. Elles peuvent faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier.

3.3. Fonctionnement

Le Comité se réunit au moins une fois par an. Il peut se réunir à la demande du président du Conseil d'Administration ou de deux membres du Comité.

Pour délibérer valablement la moitié au moins de ses membres doit être présente. Un membre du Comité ne peut se faire représenter.

DONNÉES FINANCIÈRES

RATIOS ET DONNÉES FINANCIÈRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999 *	2000	2001	2002
RÉSULTATS										
Ventes TTC	21 245	23 524	25 051	26 777	29 173	31 179	58 549	73 067	78 037	76 777
Ventes hors taxes	18 981	20 779	22 046	23 615	25 805	27 409	51 948	64 802	69 486	68 729
Résultat opérationnel	869	1 016	1 148	1 344	1 570	1 801	3 228	4 410	4 528	4 675
Résultat d'exploitation	464	556	647	779	935	1 087	1 955	2 725	2 826	3 025
Résultat d'exploitation après amortissements des survaleurs des sociétés intégrées	423	507	600	731	885	1 031	1 799	2 422	2 473	2 723
Amortissements des survaleurs des sociétés intégrées	41	48	47	48	49	56	181	303	353	302
Taux d'impôt (en %)	28,4	26,0	30,0	29,4	31,8	33,2	34,0	32,2	26,9	29,6
Résultat net courant part du Groupe	302	384	463	545	632	690	1 087	1 377	1 575	1 699
Résultat net courant part du Groupe après survaleurs	254	329	410	494	571	616	915	1 050	1 207	1 389
Résultat net part du Groupe	459	324	539	476	546	647	898	1 066	1 266	1 374
SITUATION FINANCIÈRE										
Situation nette avant répartition	2 322	2 662	3 163	3 920	4 516	4 857	7 905	9 365	8 671	7 546
Total de l'actif	8 139	9 010	9 855	11 639	13 253	17 383	33 751	44 031	43 470	38 924
Dette (trésorerie) nette	(422)	(736)	(641)	(461)	339	4 108	7 597	11 008	8 674	9 021
RATIOS										
Résultat net courant après survaleurs/CA HT (en %)	1,7	2,0	2,3	2,5	2,6	2,6	2,0	1,8	2,0	2,3
Résultat opérationnel/CA HT (en %)	4,6	4,9	5,2	5,7	6,1	6,6	6,2	6,8	6,5	6,8
Résultat d'exploitation/CA HT (en%)	2,4	2,7	2,9	3,3	3,6	4,0	3,8	4,2	4,1	4,4
Résultat d'exploitation après amortissement des survaleurs des sociétés intégrées/CA HT (en%)	2,2	2,4	2,7	3,1	3,4	3,8	3,5	3,7	3,6	4,0
Résultat net courant part du Groupe/situation nette part du Groupe ⁽¹⁾	14,0	16,7	17,4	17,0	17,2	15,8	14,2	13,2	17,3	22,5
Résultat net courant/actif	4,0	4,5	5,1	5,1	5,1	4,1	3,1	2,6	3,1	4,0
Résultat opérationnel/résultat financier	237,6	(128,2)	(22,7)	(20,0)	(26,7)	37,5	11,9	6,2	7,0	8,9
Actif/situation nette ⁽¹⁾	3,7	3,6	3,3	3,1	3,1	3,8	4,5	4,9	5,3	5,5
CA HT/actif	2,3	2,3	2,2	2,0	1,9	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8
Dette (trésorerie nette)/Situation nette ⁽¹⁾	(19,0)	(29,2)	(21,5)	(12,4)	7,9	88,9	100,8	122,9	105,9	128,0
Rotation des stocks (jours d'achat)	30,0	31,0	33,0	35,0	41,0	41,0	39,0	42,0	40,0	39,0

* Chiffres pro forma en 1999.

(1) Après répartition du résultat.

PARC DE MAGASINS

PARC DE MAGASINS INTÉGRÉS (CONSOLIDÉS)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
FRANCE										
Hypermarchés	114	114	117	117	117	117	179	179	175	178
Supermarchés						398	530	539	534	547
Maxidiscomptes	432	481	465	356	367	384	418	424	459	487
Autres formats		233	258	288	321	357	576	584	127	126
Total	546	828	840	761	805	1 256	1 703	1 726	1 295	1 338
EUROPE hors France										
Hypermarchés	47	55	58	62	68	73	142	187	253	268
Supermarchés							181	526	594	650
Maxidiscomptes							1 965	2 099	2 210	2 325
Autres formats							76	217	127	130
Total	47	55	58	62	68	73	2 364	3 029	3 184	3 373
BELGIQUE										
Hypermarchés									57	57
Maxidiscomptes									72	73
Autres formats									1	1
Total									130	131
ESPAGNE										
Hypermarchés	43	46	50	53	56	58	112	116	108	115
Supermarchés							175	187	167	174
Maxidiscomptes							1 541	1 609	1 649	1 700
Autres formats							30	27	28	31
Total	43	46	50	53	56	58	1 858	1 939	1 952	2 020
GRÈCE										
Hypermarchés							4	11	11	13
Maxidiscomptes								131	128	142
Hard Discount							142	181	199	212
Total							146	323	338	367
ITALIE										
Hypermarchés	1	6	5	6	6	6	6	31	34	34
Supermarchés								192	173	203
Autres formats							46	190	98	98
Total	1	6	5	6	6	6	52	413	305	335
POLOGNE										
Hypermarchés							1	3	7	8
Maxidiscomptes							6	15	51	55
Total							1	3	13	68
PORTUGAL										
Hypermarchés	2	2	2	2	3	4	5	5	5	6
Maxidiscomptes							273	272	276	281
Total	2	2	2	2	3	4	278	277	281	287
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE										
Hypermarchés							3	6	7	8

PARC DE MAGASINS INTÉGRÉS (CONSOLIDÉS)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
SLOVAQUIE										
Hypermarchés								2	4	4
SUISSE										
Hypermarchés									8	8
TURQUIE										
Hypermarchés	1	1	1	1	2	2	5	8	10	10
Supermarchés								1	3	3
Maxidiscomptes							9	37	86	132
Total	1	1	1	1	2	2	14	46	99	145
AMÉRIQUES										
Hypermarchés	36	44	57	72	84	101	112	120	124	135
Supermarchés							83	253	263	249
Maxidiscomptes							106	201	263	313
Autres formats										
Total	36	44	57	72	84	101	301	574	650	697
ARGENTINE										
Hypermarchés	7	9	12	15	18	21	22	22	22	23
Supermarchés								138	132	141
Maxidiscomptes							106	201	246	246
Total	7	9	12	15	18	21	128	361	400	410
BRÉSIL										
Hypermarchés	29	33	38	44	49	59	69	74	74	79
Supermarchés							83	115	131	108
Maxidiscomptes									17	67
Total	29	33	38	44	49	59	152	189	222	254
CHILI										
Hypermarchés						1	2	3	4	4
COLOMBIE										
Hypermarchés						1	2	3	5	8
MEXIQUE										
Hypermarchés		2	7	13	17	19	17	18	19	21

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
ASIE										
Hypermarchés	7	9	13	24	39	59	80	94	105	123
CHINE										
Hypermarchés			2	3	7	14	20	24	24	32
CORÉE										
Hypermarchés				3	3	6	12	20	22	25
HONG KONG										
Hypermarchés				1	2	4	4			
INDONÉSIE										
Hypermarchés						1	5	7	8	10
JAPON										
Hypermarchés								1	3	4
MALAISIE										
Hypermarchés		1	1	2	3	5	6	6	6	6
SINGAPOUR										
Hypermarchés					1	1	1	1	1	1
TAÏWAN										
Hypermarchés	7	8	10	13	17	21	23	24	26	28
THAÏLANDE										
Hypermarchés				2	6	7	9	11	15	17
GROUPE										
Hypermarchés	204	222	245	275	308	350	513	580	657	704
Supermarchés						398	794	1318	1391	1446
Maxidiscomptes	432	481	465	356	367	384	2489	2724	2932	3125
Autres formats		233	258	288	321	357	652	801	254	256
Total	636	936	968	919	996	1489	4448	5423	5234	5531

Surface de vente en fin d'année (magasins intégrés)

(en milliers de m ²)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Hypermarchés	1 920	2 129	2 378	2 727	3 075	3 489	4 580	5 256	6 037	6 546
Supermarchés							1 195	1 968	2 117	2 132
Maxidiscomptes						232	794	906	997	1 089

Surface de vente au 31 décembre 2002 (magasins intégrés)

(en milliers de m ²)	Hypermarchés	Supermarchés	Maxidiscomptes	Total *
France	1 624	864	293	2 781
Europe hors France	2 614	834	694	4 142
Belgique	348	123		471
Suisse	47			47
République tchèque	94			94
Espagne	1 491	274	514	2 279
Grèce	96	129	69	295
Italie	262	233		494
Pologne	123	69		192
Portugal	53		81	134
Turquie	100	7	30	137
Amériques	1 257	433	102	1 792
Argentine	236	244	82	562
Brésil	701	189	20	910
Chili	36			36
Colombie	73			73
Mexique	211			211
Asie	1 051			1 051
Chine	259			259
Indonésie	72			72
Japon	38			38
Corée	243			243
Malaisie	63			63
Singapour	9			9
Thaïlande	158			158
Taiwan	209			209
Groupe	6 546	2 132	1 089	9 767

* Le total n'intègre pas les surfaces des autres formats du Groupe tels que les magasins de proximité.

Activité des hypermarchés intégrés

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Ventes par m ² (CA annuel HT en euros)	9 790	9 800	9 270	8 660	7 930	7 410	7 410	8 110	7 340	6 213
Ventes par magasin (CA annuel HT en millions d'euros)	89	88	80	86	79	74	66	67	65	58
Nombre annuel de passages en caisse (en millions)	541	603	653	677	733	818	974	1 115	1 206	1 264

CA TTC consolidé 2002 par zone et par format

(en millions d'euros)	Hypermarchés	Supermarchés	Maxidiscomptes	Autres formats	Total
France	21 321	7 706	1 796	8 324	39 147
Europe	14 673	4 885	3 238	3 471	26 267
Amériques	4 772	1 389	184	1	6 346
Asie	5 017				5 017
Groupe	45 783	13 980	5 218	11 796	76 777

Informations sur le parc de magasins sous enseignes

Tous formats	France	Europe	Amériques	Asie	Groupe
CA TTC commercial (en millions d'euros)	43 917	30 455	6 347	5 192	85 911
Variation 2002/2001 (en %)	1,8	5,5	(37,0)	2,1	(1,5)
% du CA TTC commercial total	51,1	35,4	7,4	6,0	100,0
Nombre de magasins	3 417	5 379	710	126	9 632
Surface de vente (m²)	4 535 000	5 379 000	1 796 000	1 069 658	12 779 658
Hypermarchés					
CA TTC commercial (en millions d'euros)	23 808	16 737	4 772	5 192	50 508
Variation 2002/2001 (en %)	1,0	5,3	(24,4)	2,1	(0,7)
% du CA TTC commercial total	27,7	19,5	5,6	6,0	58,8
Nombre de magasins	216	301	135	126	778
Surface de vente (m²)	1 822 639	2 879 333	1 257 049	1 069 658	7 028 679
CA TTC/m² (en euros)	13 062	5 813	3 796	4 854	7 186
Supermarchés					
CA TTC commercial (en millions d'euros)	12 877	7 684	1 389		21 950
Variation 2002/2001 (en %)	1,7	3,0	(60,0)		(7,0)
% du CA TTC commercial total	15,0	8,9	1,6		25,5
Nombre de magasins	1 000	1 071	249		2 320
Surface de vente (m²)	1 493 486	1 275 201	433 392		3 202 079
CA TTC/m² (en euros)	8 622	6 025	3 205		6 855
Maxidiscomptes					
CA TTC commercial (en millions d'euros)	1 799	4 038	186		6 023
Variation 2002/2001 (en %)	6,2	8,3	(36,1)		5,4
% du CA TTC commercial total	2,1	4,7	0,2		7,0
Nombre de magasins	489	3 199	326		4 014
Surface de vente (m²)	293 447	870 943	105 269		1 269 659
CA TTC/m² (en euros)	6 131	4 636	1 767		4 744
Autres					
CA TTC commercial (en millions d'euros)	5 433	1 997			7 430
Variation 2002/2001 (en %)	4,0	12,3			6,1
% du CA TTC commercial total	6,3	2,3			8,6
Nombre de magasins	1 712	808			2 520

À notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations financières nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Carrefour ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Daniel Bernard
Président Directeur Général

Personnes assumant la responsabilité du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Barbier Frinault & Autres – Réseau Ernst & Young
41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
représenté par M. Patrick Malvoisin.
Date du premier mandat : AGO du 22/05/1985.
Expiration du mandat actuel lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

KPMG Audit
1, cours Valmy, 92923 Paris-La Défense Cedex
représenté par M. Jean-Luc Decornoy.
Date du premier mandat : AGO du 05/09/1968.
Expiration du mandat actuel lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002

Commissaires aux comptes suppléants

M. Paul Hurtut
41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex.
Date du premier mandat : AGO du 22/04/1991.
Expiration du mandat actuel : Mandat expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

M. Alain Feuillet
1, cours Valmy, 92923 Paris-La Défense Cedex.
Date du premier mandat : AGO du 22/05/1985.
Expiration du mandat actuel : Mandat expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002

Attestation des responsables du contrôle des comptes

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Carrefour et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la société Carrefour. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la Société acquise dans le cadre de notre mission. Ce document ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2000 et 2001 arrêtés par le Conseil d'Administration ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2002 arrêtés par le Conseil d'Administration ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, ont été certifiés sans réserve et ont appelé de notre part une observation concernant le changement de méthode comptable lié à la première application du règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs du 7 décembre 2000 et son absence de conséquences sur le compte de résultat et les capitaux propres à l'ouverture.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans ce document de référence.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 avril 2003

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES
Réseau ERNST & YOUNG
Patrick Malvoisin

KPMG AUDIT
Département de KPMG S.A.
Jean-Luc Decornoy

TABLEAU DE CONCORDANCE

Le tableau de concordance présenté ci-dessous permet d'identifier les principales rubriques de l'instruction d'application 98-01 de la Commission des Opérations de Bourse et renvoie aux pages du rapport annuel correspondantes.

Paragraphes COB 98-01	Rubriques	
Chapitre 1 :	Responsables du document de références et responsables du contrôle des comptes	
1.1	Personnes qui assument la responsabilité du document de référence	P. 127
1.2	Attestations des responsables	P. 127
1.3	Noms, adresses et qualifications des contrôleurs légaux des comptes	P. 127
1.4	Politiques d'information	P. 13
Chapitre 3 :	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	
3.1	Renseignements généraux concernant l'émetteur	P. 12, 112
3.2	Renseignements généraux concernant le capital	P. 12, 114, 116
3.3	Répartition du capital et des droits de vote	P. 12, 114, 115
3.4	Marché des titres de l'émetteur	P. 12, 117
3.5	Dividendes	P. 12, 13
Chapitre 4 :	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	
4.1	Présentation de la Société et du Groupe	P. 1, 8, 9, 14 à 54
4.3	Effectifs	P. 23
4.4	Politique d'investissement	P. 58 à 61
4.7	Risques	P. 79, 80, 113
Chapitre 5 :	Patrimoine – Situation Financière	
5.1	Comptes de l'émetteur et du Groupe	P. 62 à 90, 96 à 107
5.4	Périmètre de consolidation et méthode	P. 82 à 90
Chapitre 6 :	Organes d'Administration et de direction	
6.1	Composition et fonctionnement des organes d'Administration et de direction	P. 4, 5, 118, 119
6.2	Intérêts des dirigeants dans le capital	P. 12, 114, 115
6.3	Intéressement du personnel	P. 94, 116
Chapitre 7 :	Evolution récente et perspectives	
7.1	Evolution récente	P. 61
7.2	Objectifs	P. 61



Le présent document de référence a été déposé auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 7 avril 2003, conformément au règlement n° 98-01. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse.

ADRESSES DES PRINCIPALES FILIALES

EUROPE

■ CARREFOUR (Siège social)

Direction Générale Groupe
6, avenue Raymond-Poincaré
75016 PARIS
FRANCE
Tél. : 01 53 70 19 00
Fax : 01 53 70 86 16

■ CARREFOUR FRANCE (Hypermarchés)

9-13, avenue du Lac
Courcouronnes-Bois Briard
91000 ÉVRY
FRANCE
Tél. : 01 60 91 37 37
Fax : 01 60 79 44 98

■ CARREFOUR EUROPE

26, quai Michelet
92300 LEVALLOIS-PERRET
FRANCE
Tél. : 01 58 63 30 00
Fax : 01 58 63 67 50

■ CARREFOUR BELGIUM

20, avenue des Olympiades
1140 EVERE - BRUXELLES
BELGIQUE
Tél. : 00 322 729 21 13
Fax : 00 322 729 17 96

■ CENTROS COMERCIALES CARREFOUR

Direction Générale
Ctra de Burgos, km 14,5
28108 ALCOBENDAS - MADRID
ESPAGNE
Tél. : 00 34 91 663 48 00
Fax : 00 34 91 663 48 48

■ DIA SA

Plaza Carlos Trias Bertràn, 7
Planta 4a
28020 MADRID
ESPAGNE
Tél. : 00 34 91 456 73 00
Fax : 00 34 91 555 77 41

■ CARREFOUR MARINOPOULOS

63, Aghiou Dimitriou
17456 ALIMOS - ATHENES
GRÈCE
Tél. : 00 3021 098 93 400
Fax : 00 3021 098 51 301

■ CARREFOUR ITALIA GS

Via Caldera 21
20153 MILAN
ITALIE
Tél. : 00 39 02 48 25 22 61
Fax : 00 39 02 48 20 23 25

■ CARREFOUR POLSKA

Ulica Targowa, 72
03734 WARSZAWA
POLOGNE
Tél. : 00 48 22 517 21 10
Fax : 00 48 22 517 22 04

■ CARREFOUR EDIFICIO MONSANTO

Rue Alto do Montijo, Loté 1/2
Apartado 7647
2720 AMADORA
PORTUGAL
Tél. : 00 351 21 424 42 00
Fax : 00 351 21 418 26 66

■ CARREFOUR CESKA REPUBLIKA

Podbabska 17
16624 PRAHA 6
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
Tél. : 00 420 2 33 01 33 00
Fax : 00 420 2 33 01 33 37

■ CARREFOUR SUISSE

Industriestrasse 28
8305 DIETLICON
SUISSE
Tél. : 00 411 834 95 21
Fax : 00 411 834 95 90

■ CARREFOUR GENEL MUDURLUK

Kisikli Tramway Caddesi
Haluk Türksöy Sokak n° 14
81190 ALTUNIZADE - USKUDAR -
ISTANBUL
TURQUIE
Tél. : 00 90 216 531 16 00
Fax : 00 90 216 474 22 48

